



EDF

Résultats annuels

Jeudi 14 février 2013

Henri PROGLIO (Président-directeur général d'EDF)

Mesdames et messieurs bonjour. Merci de votre présence. Bienvenue à toutes et à tous. Nous allons parler évidemment des résultats du Groupe pour 2012. Des résultats qui, comme je vais y revenir dans un instant, montrent une nouvelle étape de progrès réalisés par l'Entreprise. Je voudrais avoir un mot de reconnaissance pour toutes les équipes d'EDF qui ont réalisé cette performance et je crois que, dans la conjoncture actuelle, cela mérite d'être souligné.

Je vais vous dresser un résumé des principaux faits qui ont marqué l'exercice 2012, des enseignements que nous pouvons en tirer, et j'aimerais évoquer les principaux enjeux qui attendent EDF en 2013 et les perspectives que peut offrir le Groupe. Thomas reviendra sur le détail des chiffres, bien entendu, et nous laisserons une place importante à toutes les questions. J'imagine que la densité de l'actualité ne devrait pas manquer de les susciter.

D'abord, les faits marquants de l'exercice et les grands enjeux pour 2013. Comme vous le savez, depuis 3 ans, nous avons prouvé notre capacité à résoudre, un par un, les grands sujets qui pesaient sur l'avenir d'EDF. Et sans y revenir trop, je voudrais citer, pêle-mêle, les États-Unis, l'Allemagne, la Loi NOME, l'Italie et quelques autres sujets essentiels. Je ne ferai pas bien sûr de liste exhaustive puisque vous les connaissez déjà.

2012 n'a pas failli à la règle et cela confère à notre Entreprise une beaucoup plus grande visibilité, même si en la matière, bien entendu, il y a encore beaucoup de choses à faire. Dans un contexte qui n'a pas été favorable, nous avons réussi à réaliser une bonne performance opérationnelle. Ça n'était pas si facile.

Dans le nucléaire, nos centrales ont connu un certain nombre d'arrêts pour maintenance plus longs que prévu, ce qui est le seul élément qui, malgré l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du parc, explique qu'il y ait eu un impact sur la production nucléaire comme vous le savez, qui nous a contraints à revoir un peu à la baisse notre objectif de production. En contrepartie, des investissements consacrés à la modernisation du parc ont tout à fait porté leurs fruits, puisque le nombre d'arrêts fortuits, vous le verrez dans les détails qui vous seront évidemment donnés, reste au plus bas depuis les 10 dernières années. Nous avons réussi à nous doter d'un mix énergétique diversifié, unique au monde d'ailleurs, qui nous a permis d'afficher une hausse globale de la production totale du Groupe qui s'établit à près de 643 TWh.

Malgré le recul du nucléaire en France de 3,8 % pour les raisons que je viens d'évoquer, nous avons dépassé nos objectifs au Royaume-Uni, avec une excellente performance du parc britannique à 60 TWh, en hausse de 7,5 %. De même, la production hydraulique enregistre une forte hausse : 28,7 % à 34,5 TWh. Je rappelle à cet effet qu'EDF est le premier hydraulicien européen et que cette ressource d'énergie décarbonée est bien sûr essentielle dans notre mix énergétique.

Je voudrais enfin souligner la croissance des énergies renouvelables due au remarquable parcours d'EDF Énergies Nouvelles et rappeler ou préciser que pour EDF EN, 2012 est l'année record de mise en service dans l'éolien et le solaire avec 1 550 MW de capacité installée supplémentaire.

Par ailleurs, nous avons procédé à près de 12 milliards d'euros d'investissements, en hausse de 12 %, dont plus de 8 milliards d'euros en France. Parmi ces investissements, plus de 3 milliards d'euros ont été consacrés à la modernisation ou au développement des réseaux, en hausse de 13 % par rapport à 2011. Les investissements dans la maintenance nucléaire ont atteint 2,7 milliards d'euros, en progression de 32 %. Nous avons par exemple remplacé 3 générateurs de vapeur en 2012 et, à ce jour, ce sont 21 générateurs de vapeur qui ont été renouvelés sur l'ensemble du parc dans le cadre du programme de remplacement des grands composants. Ceci prouve, s'il en est besoin, notre engagement à poursuivre le développement d'EDF avec un outil industriel de qualité pour assurer l'avenir de l'une, si ce n'est de la plus grande entreprise Industrielle française qu'est EDF.

Nous avons fait des opérations structurantes pour l'avenir d'EDF au cours de cet exercice. Puisqu'en effet nous évoluons dans un monde contraint, dans un secteur aux enjeux stratégiques et dans une Industrie du temps long, je crois qu'il ne faut pas oublier de le rappeler en permanence.

Les fonds dégagés par l'opérationnel sont, bien sûr, le socle indispensable pour adosser ces investissements. Nous devons conjuguer une structure financière solide pour permettre à EDF de continuer à assurer son rôle industriel, et une dimension financière au service de l'industrie. Un certain nombre d'opérations très structurantes pour l'avenir d'EDF ont été menées avec succès en ce début d'année et viennent assez largement dégager notre horizon.

Vous connaissez le sujet de la CSPE qui nous préoccupait déjà depuis plusieurs années. La reconnaissance par l'État de la créance d'EDF au titre de la CSPE de près de 5 milliards d'euros est un élément extrêmement important de lisibilité, de sécurité financière du Groupe. L'affectation de cette créance aux actifs dédiés au démantèlement des centrales nucléaires permet d'adosser cette créance et, en contrepartie, permet le retrait d'un montant de 2,4 milliards d'euros de ces actifs dédiés. 5 milliards d'euros ont été versés dans le fonds dédié et 2,4 milliards d'euros d'actifs en ont été sortis améliorant très nettement la situation financière du Groupe puisque cette opération, associée aux autres réalisations de l'exercice, permet un allègement de la dette de 2,4 milliards d'euros, conséquence de l'accord passé avec l'État, par rapport à la fin de l'année calendaire 2012, c'est-à-dire les chiffres qui vous sont présentés. Ils permettent par ailleurs, un taux de couverture de 100 % de nos actifs dédiés dès 2013. Soit, comme vous le savez, bien avant l'échéance du 30 juin 2016, prévue par la loi.

Pour être complet, je voudrai souligner le succès de l'émission obligataire hybride lancée en janvier 2013, il y a quelques semaines, qui a été sursouscrite quatre fois, bonne manière de contribuer au financement des grands projets industriels en cours de développement. Je vous rappelle en effet qu'EDF mène actuellement les deux plus grands chantiers industriels de France : L'EPR de Flamanville, d'une part ; le terminal méthanier de Dunkerque d'autre part.

N'oublions pas non plus qu'en 2012, nous avons finalisé la prise de contrôle d'Edison, dont vous connaissez l'importance dans notre stratégie gazière. La renégociation favorable des contrats gaziers par Edison a permis à cette entreprise de finir l'année dans de très bonnes conditions.

Je n'oublie pas non plus le recrutement de plus de 6 000 nouveaux collaborateurs en 2012, dont 2 000 créations d'emplois. Le développement et le renouvellement des compétences, je l'ai toujours dit, constituent une de nos priorités absolues. La meilleure preuve vient du nucléaire. Pour intégrer les 1 570 personnes recrutées en 2012, nous avons dispensé 2,7 millions d'heures de formation, soit 40 % de plus qu'il y a 3 ans. C'est un effort important, un effort exigeant, c'est un effort difficile, mais il est indispensable pour garantir l'avenir de nos ressources humaines et donc, la pérennité de la position du Groupe dans son secteur.

Le résumé de nos grands chiffres clés : je vous donne une lecture rapide des progrès que nous avons accomplis en 2012, malgré un environnement, comme vous le savez, relativement difficile.

D'abord un chiffre d'affaires (CA) en hausse de près de 6 % en organique. Un EBITDA à plus de 16 milliards d'euros, en hausse de 7,7 % dont 4,6% à périmètre et change constants. Un résultat net courant en hausse de 17 %, un résultat net part du Groupe en hausse de 5,3 %. Avec parallèlement un ratio d'endettement net sur EBITDA à 2,4 après prise en compte de l'opération CSPE qui confirme notre solidité financière. Je vous rappelle que là aussi, nous tenons nos engagements puisque les objectifs que nous nous étions assignés étaient d'être en dessous de 2,5. Les objectifs financiers de l'exercice sont donc atteints. L'exercice 2012 se termine positivement. Nous avons atteint, comme vous le voyez, tous nos objectifs. Et, si les marchés boursiers ne semblent pas en mesure de mesurer la réelle valeur de l'entreprise, c'est en tout cas ma vision du monde, la proposition de verser un dividende de 1,25 euro par action, en augmentation de 9 %, est à mes yeux un signe fort de notre confiance dans l'avenir.

Alors, parlons-en de l'avenir. Les enjeux qui nous attendent sont importants, EDF a devant elle des enjeux tout à fait majeurs. Je vais vous les décrire dans un instant. Ils sont à la hauteur des objectifs ambitieux que nous continuons d'afficher pour 2013.

Sous l'angle financier, nous visons une croissance de l'EBITDA, hors Edison, entre 0 et 3 %. Edison, qui comme nous l'avons constaté en 2012, a favorablement renégocié ses contrats gaziers. Une deuxième vague de révisions de prix s'annonce et nous faisons face à une plus forte volatilité des résultats entre 2013 et 2014, tout simplement pour des raisons comptables. La réussite de nos renégociations ne fait guère de doute à nos yeux, mais l'impact sur nos comptes va se répartir entre 2013 et 2014, et donc il peut y avoir un problème de glissement. Nous vous en rendrons compte lorsque ces négociations auront été définitivement bouclées. Mais cela ne nous pose aucun problème et nous restons totalement confiants sur la trajectoire à moyen terme d'Edison.

Nous avons également pour objectif un endettement financier sur EBITDA, donc le ratio de référence compris entre 2 et 2,5. Et un taux de distribution qui restera comme vous le savez, c'est un engagement que nous avons pris, compris entre 55 et 65 % du résultat net courant. Je vous donne bien sûr rendez-vous d'ici fin 2013 pour une revue nettement plus détaillée de la trajectoire financière du Groupe à moyen terme avec une année 2013 qui s'annonce globalement, et conjoncturellement pas facile. Nous devons, pour cela, gérer avec toujours plus de rigueur notre structure de coûts et c'est la raison notamment du plan d'économies de 1 milliard d'euros que nous avons annoncé sur lequel, bien sûr, Thomas va revenir dans un instant.

Nous fixons à 12 milliards d'euros le montant des investissements nets pour l'exercice. Ils sont en partie destinés à la maintenance de nos centrales, en particulier des centrales nucléaires, puisque nous avons un objectif de production en hausse : 410 à 415 TWh prenant en compte un programme d'arrêt encore chargé en 2013 avec 7 visites décennales programmées.

Je vous rappelle que le parc de centrales nucléaires françaises a 26 ans de moyenne d'âge. C'est relativement jeune par rapport aux autres parcs nucléaires existants dans le monde. La qualité de ce parc réside surtout dans l'intégration continue des améliorations techniques issues du retour d'expérience d'EDF qui, comme vous le savez, est le plus important au monde.

Pour autant, nous devons continuer d'améliorer les performances de sûreté avec un objectif qui est de poursuivre l'exploitation de nos centrales dans de parfaites conditions. Pour rénover et moderniser notre outil industriel, nous continuons le programme initié il y a plusieurs années et qui a été accéléré depuis 3 ans maintenant. Ce programme va générer une intense activité industrielle en études, en usines et sur nos sites nucléaires et qui va représenter non seulement un challenge pour le groupe EDF, mais également pour les entreprises nationales, régionales et locales intégrées dans ce plan d'action. Il s'agit d'une formidable opportunité pour la France en termes d'activité industrielle et en termes d'emploi. J'ose rappeler que la filière nucléaire française, la seule à opérer dans un modèle totalement intégré, est une composante importante de l'industrie française avec 6,1 % de l'emploi industriel français et un chiffre d'affaires de l'ordre de 46 milliards d'euros.

Au Royaume-Uni, notre deuxième marché domestique, nous avons pour ambition de renouveler l'excellente performance qui a été réalisée en 2012.

Enfin, dans la continuité de 2012, 6 000 embauches seront de nouveau effectuées au cours de l'exercice 2013, et EDF sera encore une fois créateur net d'emplois à hauteur de 2 000 emplois nouveaux. Que ce soit sous l'angle financier ou sous l'angle des compétences, vu les enjeux qui nous attendent, être prêt exige d'avoir parfaitement anticipé nos besoins et c'est ce que nous sommes déterminés à faire. Donc, que ce soit sous l'angle financier ou celui des compétences, EDF sera au rendez-vous de ses ambitions et réalisera dans les années 2013, 2014 et 2015 les performances que vous êtes en droit d'attendre de notre entreprise.

Sur 2013 le premier des grands enjeux réside dans la redéfinition des paramètres de l'équation économique et tarifaire qui sous-tend toutes les interrogations et les débats en cours sur l'évolution du paysage énergétique, notamment sur le court terme et c'est un enjeu auquel nous nous sommes particulièrement mobilisés, nous aurons l'occasion d'en reparler.

Le deuxième enjeu clé pour l'exercice 2013 concerne bien sûr le nouveau nucléaire britannique, enjeu industriel et financier d'importance majeure sur lequel nous allons devoir prendre la bonne décision.

1^{er} enjeu : la redéfinition des paramètres de l'équation économique

Je vais m'arrêter quelques minutes sur les évolutions du paysage énergétique, débat actuellement en cours en France, et dont l'enjeu va évidemment bien au-delà de nos frontières. EDF est le seul opérateur intégré présent sur toutes les filières et il va être par

définition un acteur clé de cette évolution. Comme pour tout sujet nous concernant, le volet industriel et le volet financier sont très intimement liés. Et les grandes questions auxquelles nous devons répondre, touchent de nombreuses parties prenantes aux intérêts parfois convergents, mais parfois divergents, cela va sans dire. Ce qui est sûr, c'est que tous s'accordent sur l'intérêt de préserver l'environnement et de préserver l'indépendance énergétique de la France. Et bien entendu, nul ne peut remettre en cause notre objectif premier et prioritaire qui est de produire une énergie sûre, décarbonée, disponible et compétitive. Le débat en cours sur la transition énergétique dont les premières conclusions devraient être livrées au mois de juin 2013 sera inévitablement complexe, car ses implications vont inévitablement toucher à l'ensemble de ces équilibres. Je rappelle que nous avons un atout : notre modèle d'énergéticien intégré qui permet d'avoir une large vision sur les composantes de l'équation tarifaire, autrement dit sur la facture du consommateur. Je rappelle que la forte proportion de production nucléaire dans l'électricité nationale est la seule à permettre des prix très compétitifs aussi bien pour les particuliers que pour les entreprises. C'est un atout maître pour la compétitivité de la France même si l'on tient compte du coût complet du nucléaire estimé, vous le savez, par la Cour des comptes à 49,50 euros en janvier 2012.

En fin d'année doit être établie la formule de l'ARENH qui permettra d'ici 2015 de converger vers ce coût complet selon le principe établi par la loi NOME. Vous voyez, c'est une bonne nouvelle, en 2013, on va reparler de la Loi NOME, on l'avait presque oubliée.

Et puis généralement, ce sont les équilibres de la structure tarifaire qu'il faut remettre à plat, tout en veillant à préserver l'intérêt du consommateur qu'il soit particulier ou industriel comme nous l'avons toujours rappelé.

L'annulation par le Conseil d'État, en novembre dernier des tarifs de la distribution pour la période 2009 – 2013, le TURPE 3 pour les initiés, prouve que le mode de calcul du fameux TURPE n'est pas véritablement adapté. Et nous sommes de ce fait confrontés aujourd'hui à une incohérence entre la réalité contractuelle qui lie ERDF aux autorités concédantes et la réalité tarifaire d'ERDF.

Notre enjeu en 2013 en la matière est donc triple. Il s'agit d'abord de tracer avec les autorités publiques une perspective de trajectoire tarifaire capable de donner de la visibilité à l'ensemble du secteur et de ses acteurs, et il faudra, par voie de conséquence, définir les modalités d'évolution à l'avenir de l'ARENH et travailler à remettre à plat le *business model* d'ERDF, c'est-à-dire en fait le schéma contractuel.

Deuxième grand enjeu : la décision nucléaire au Royaume-Uni

Pour faire un point rapide sur l'état d'avancement du projet d'Hinkley Point, premier site concerné par le renouveau nucléaire, je crois que l'on peut déjà dire que l'on peut être satisfait des avancées majeures qui ont été réalisées en 2012, et je ne vais pas toutes vous les lister, vous les avez sous les yeux. Je soulignerai particulièrement l'obtention par EDF de la certification délivrée par l'Autorité de Sûreté sur à la fois l'organisation du projet présenté par EDF pour construire et exploiter le site et en décembre dernier, donc très récemment, la certification sur le design de l'EPR.

Nous ne pouvons nous engager de manière responsable et définitive que si toutes les conditions contractuelles, économiques et de rentabilité de notre investissement sont réunies. L'étape décisive repose donc sur l'accord à trouver avec le gouvernement britannique relatif au « *contract for difference* ». Je vais résumer de manière plus simple : le contrat de garantie de recettes qui recouvre le prix garanti du rachat d'énergie produite. Les négociations sont bien sûr en cours, vous le savez. Elles se poursuivent avec beaucoup d'intensité. Il est vraisemblable qu'elles devraient pouvoir se conclure d'ici la fin du premier trimestre. Une fois cet accord conclu et une garantie de son acceptabilité par Bruxelles obtenus, car l'Union Européenne aura son mot à dire, nous pourrons aller à la recherche de partenaires pour nous accompagner aussi bien sur le volet financier que le volet industriel. Et cette démarche sera donc, à ce moment-là, totalement facilitée. Ce n'est donc qu'après cette étape que nous serions en mesure de prendre une décision définitive.

Aujourd'hui, je ne peux que résumer en disant que oui, nous avons un intérêt pour le nouveau nucléaire britannique et nous avons d'ailleurs prouvé cet intérêt, puisque nous avons déjà investi 490 millions d'euros à ce titre. Oui, nous serions légitimes, compte tenu de notre présence et de notre position dans ce pays. Premier électricien et énergéticien, de loin, en Grande-Bretagne. Oui, bien sûr, nous disposons de la meilleure expertise mondiale pour y répondre. Mais, non, nous n'irons pas sans garantie formelle de rentabilité de notre investissement, bien entendu par respect pour les grands équilibres d'EDF et pour nos actionnaires.

Comme vous venez de le voir, les défis sont grands pour 2013. Nous en avons déjà mené de semblables avec un certain succès, alors que d'aucuns avaient affiché un certain scepticisme quant à notre capacité à les relever.

Sur la solidité financière de l'entreprise depuis 2012, je voudrais simplement rappeler et souligner que nous avons significativement renforcé la solidité financière du Groupe depuis 2009. Le graphique que vous avez sous les yeux en atteste. En 3 ans, le résultat net courant a progressé de 16,7 % et la dette nette a reculé de 7,8 % sur la même période. Je crois que toute comparaison avec tous les acteurs existants ne nous pose aucun problème. J'ai donc envie de vous dire tout simplement « faites-nous confiance, n'ayez pas peur ». Nous avons trop conscience de la responsabilité qui nous incombe d'assurer à EDF, une des plus belles entreprises françaises, si ce n'est la plus belle, la trajectoire qu'elle mérite. EDF est une chance pour la France. Nous continuerons sereinement avec la plus grande détermination à l'assumer. Je passe la parole à Thomas pour le détail des chiffres et des résultats.

Résultats 2012

Thomas PIQUEMAL (Directeur exécutif Groupe Finances)

Mesdames et Messieurs bonjour. Je vais donc, maintenant vous détailler les résultats 2012. Je vous parlerai également de nos perspectives 2013.

Chiffres clés

Je vais commencer par les chiffres clés, le Président Henri PROGLIO vient de vous les donner. Je reviens juste un instant.

- Le CA : 72,7 milliards d'euros, en hausse de 11,4 %.
- EBITDA : 16,1 milliard d'euros, en hausse de 7,7 %.

Ces chiffres, à périmètre et change constants, sont respectivement de +5,8 % et +4,6 %.

- 4,6 % de croissance de l'EBITDA, c'est au milieu de la fourchette que nous vous avons indiqué l'année dernière : fourchette de croissance de l'EBITDA de 4 à 6 %.
- Le résultat net part du Groupe est en hausse de 5,3 %, retraité des éléments non récurrents, exceptionnels, la croissance s'établit à 16,9 %. Pour la troisième année consécutive, le résultat net courant affiche une croissance qui est à deux chiffres. Elle était de 11 % en 2010, 13 % en 2011 et 16,9 % en 2012. Là aussi, le résultat est supérieur à nos attentes puisque notre fourchette était comprise entre 5 et 10 %.
- L'endettement financier net est de 39,2 milliards d'euros. Il inclut le résultat de l'affectation de la créance de CSPE dans le portefeuille d'actifs dédiés et le retrait concomitant de 2,4 milliards d'euros d'actifs. C'est bien ce retrait de 2,4 milliards d'euros qui vient diminuer la dette qui s'établit donc en pro forma, au 31 décembre 2012 à 39,2 milliards d'euros, c'est-à-dire un ratio de dette nette sur EBITDA de 2,4, inférieur aussi au plafond que nous nous étions fixés que nous avons d'ailleurs atteint le 30 juin de 2,5 fois. Je précise également que ces chiffres n'incluent pas les produits de l'émission de dette hybride de 6,2 milliards d'euros. Le ratio dette nette sur EBITDA serait autour de 2 fois si nous incluons cette émission.

Croissance de l'EBITDA

Je vais maintenant vous détailler ces chiffres, à commencer par la croissance de l'EBITDA. Je vous l'ai dit, à périmètre et change constants, de 4,6 %. Les effets périmètre et change sont positifs de 463 millions d'euros. Il s'agit là, principalement, de la première consolidation à 100 % à compter de la fin du mois de mai de notre filiale Edison et également d'un effet de change favorable sur la Livre au Royaume-Uni pour 142 millions d'euros d'EBITDA supplémentaires.

Vous le voyez, la contribution de la France est en hausse : 734 millions d'euros, l'Italie également de 137 millions d'euros. Le chiffre qui apparaît ici et la couleur rouge sur le Royaume-Uni ne traduisent pas l'excellente performance opérationnelle du Royaume-Uni en 2012. Vous vous en souvenez, nous l'avons déjà expliqué, ce phénomène comptable qui date de l'acquisition de British Energy et de la réévaluation du bilan d'ouverture de British Energy qui fait que, alors que les effets comptables étaient positifs au début, cette année, ces effets sont inversés et ont un impact négatif de 166 millions d'euros sur les résultats d'EDF Energy. Au global, vous le verrez tout à l'heure, la performance est très favorable en 2012.

Le segment « Autres » est en retrait de 159 millions d'euros, il s'agit là principalement d'évolutions défavorables sur la plaque européenne continentale, aux États-Unis, au Brésil, par rapport à 2011.

L'EBITDA est en hausse de 7,7 %, 4,6 % à périmètre et change constants. Cette hausse de 7,7 % se traduit également par une hausse de l'EBIT courant de 7,6 %, -2,4 % lorsqu'on inclut les éléments non récurrents que je vais détailler dans un instant.

Vous le voyez, cette croissance de l'EBIT courant a été réalisée malgré la hausse de notre dotation aux amortissements aux provisions : + 500 millions d'euros par rapport à 2011, ce qui traduit là l'effort très significatif d'investissement du groupe.

L'EBIT est en retrait de 2,4 % à 8,245 milliards d'euros, mais le résultat net en hausse de 5,3 % grâce, principalement, à une amélioration de la charge financière du groupe sur l'exercice 2012 par rapport à 2011. Vous le voyez, la charge s'établit à 3 362 millions d'euros contre 3 780 milliards d'euros, c'est-à-dire une baisse de 11 %. Nous avons enregistré en 2012 le produit de la CSPE, c'est-à-dire la reconnaissance des coûts de portage historique jusqu'à fin 2012 du déficit cumulé de créances de CSPE pour 629 millions d'euros. Mais cette ligne inclut également la hausse des charges d'actualisation liées à la baisse de nos taux pendant l'année 2012.

+5,3 % de croissance de résultat net part du Groupe, mais retraitée des résultats exceptionnels nets d'impôts qui s'élèvent à 900 millions d'euros, la hausse est de 16,9 %. Alors, ces éléments non récurrents nets d'impôts quels sont-ils ? Certains, déjà connus au 30 juin, se sont aggravés. D'autres sont nouveaux sur la deuxième partie de l'année. Il s'agit principalement de la dépréciation de nos actifs aux États-Unis, CENG. Il s'agit là de notre participation minoritaire dans un parc de centrales nucléaires issue de l'opération « Constellation » de 2009. La dépréciation suit la dégradation des prix de l'électricité due notamment au contexte gazier que vous connaissez aux États-Unis.

De même, à nouveau, en 2012, nous sommes contraints de constater une dépréciation sur notre ligne de participation, une dépréciation de *goodwill* d'Alpiq. Alpiq, société cotée en Suisse, dans laquelle le groupe détient 25 %. C'est une participation minoritaire et, à nouveau, comme je vous l'ai dit, nous devons enregistrer une charge sur cette ligne et nous constatons, malheureusement de façon assez passive à ce stade, la dégradation de la situation. 900 millions d'euros, donc au global de charges non récurrentes nettes d'impôts qui expliquent la différence entre le résultat net courant et le résultat net comptable.

Performance par pays

Maintenant, je vais vous détailler la performance par pays à commencer par la France qui montre une croissance de 8 %.

1) La France

+8 % malgré la baisse de la production nucléaire de 16 TWh, qui a donc occasionné une baisse de la marge de 635 millions d'euros. Vous le voyez, elle a été compensée notamment par la forte hausse de la production hydraulique : +357 millions d'euros, des effets de tarifs, principalement le TURPE chez ERDF de + environ 300 millions d'euros et des effets favorables de prix de marché. Contrairement à ce que laisserait entendre le signe +240 et la couleur verte, il s'agit là de la baisse des prix de marché en 2012, car comme EDF est un acheteur net sur le marché, lorsque les prix du marché baissent, la marge d'EDF s'améliore par rapport à 2011, ce qui nous a permis de réaliser une marge supplémentaire de 240 millions d'euros.

En 2012, les Opex ont été tenues puisque la hausse n'a été que de 3,1 % dans un contexte, je le rappelle, de fort investissement du Groupe. Fort investissement dans le domaine des compétences, fort investissement dans l'outil industriel. Nous avons aussi bénéficié de la fin d'un certain nombre de contrats long terme dans le cadre desquels nous devions vendre à des prix inférieurs au prix de marché, ce qui nous a permis de réaliser une marge supplémentaire de 238 millions d'euros. Et, je passe sur d'autres effets comme la fin du dispositif TaRTAM, qui a disparu. Simplement pour mentionner que nous avons en partie récupéré en 2012, à hauteur de 90 millions d'euros, ce dont je vous avais parlé il y a un an, une régularisation sur le mécanisme TaRTAM. C'est un dispositif qui est terminé, je ne m'étends pas davantage.

Un mot sur le bilan électrique. Je l'ai déjà évoqué : la production nucléaire, vous le voyez sur la partie gauche en bas, 405 TWh, est en baisse de 16 TWh par rapport à l'année précédente. Cette baisse a été compensée par une meilleure performance du parc hydraulique grâce à une hydraulité plus élevée que l'année précédente, mais aussi, grâce à la bonne gestion du stock hydraulique en fin d'année 2011, et aussi une hausse du parc thermique et des achats nets sur le marché de + 18 TWh.

Sur la partie droite, quelques commentaires sur les évolutions. Au global, le volume est en augmentation de 13 TWh du fait principalement de l'augmentation des volumes vendus dans le cadre de la Loi NOME. Ces volumes s'élèvent à 61 TWh, c'est-à-dire +30 TWh par rapport à l'année précédente puisque le dispositif n'existait que sur 6 mois en 2011.

Sur la consommation, la hausse est de 7 TWh, elle est principalement liée à des effets climatiques pour environ 13 TWh. Le solde représentant une évolution lorsque l'on retire des effets climatiques, des effets d'année bissextile, et d'autres effets, la consommation est relativement stable sur l'année pour EDF.

La production nucléaire est en retrait de 16 TWh. Il y a là, par rapport à l'année 2011, des effets positifs et négatifs. Dans les effets négatifs, je mentionnerai des prolongations d'arrêts liés à des contrôles complémentaires notamment sur le palier le plus puissant du parc, le palier N4, ainsi que des prolongations d'arrêts liées à des aléas techniques notamment lors des programmes de maintenance qui sont en augmentation constante depuis plusieurs années. En revanche, le programme d'investissement lourd et de remplacement des gros composants porte ses fruits puisqu'à nouveau, en 2012, la perte de production liée aux avaries des génériques est extrêmement faible par rapport à ce que le Groupe connaissait, notamment au début des années 2000.

Nous avons également bénéficié d'un nombre d'arrêts programmés un peu plus réduit qu'en 2011 et aussi d'un effet climatique qui nous a amené en fin d'année à moduler à la baisse un peu la production nucléaire. Au global, -16 TWh par rapport à l'année précédente.

Les zones d'amélioration de cette production sont bien identifiées. Il s'agit du renforcement de la maîtrise de nos arrêts programmés qui passent notamment par une stabilisation du volume de maintenance préventive sans naturellement remettre en cause le programme d'investissement et de remplacement des gros composants dont on a bien vu encore en 2012 qu'il était tout à fait essentiel pour assurer une performance nucléaire tout à fait remarquable. Mais, nous avons bien identifié nos zones d'amélioration, raison pour laquelle, alors que nous avons un programme d'arrêts programmés plus lourd en 2013 qu'en 2012,

avec 7 visites décennales par rapport à 6, nous nous sommes fixé un objectif de production nucléaire en hausse, entre 410 et 415 TWh par rapport à 405 en 2012.

Alors, je l'ai déjà indiqué, en 2012, nous avons bénéficié d'une production hydraulique en hausse sur tous les trimestres par rapport à l'année 2011 qui était particulièrement sèche. D'ailleurs, ce qui est assez parlant, c'est de voir ces courbes. La courbe bleue reflète l'hydraulicité en 2011. Vous voyez qu'elle a été inférieure à la moyenne, alors que la rouge, qui est 2012, se situe bien dans les moyennes historiques. Et, à ce titre, je voudrais dire que, ce début d'année, en tout cas le mois de janvier, laisse présager dans le domaine de l'hydraulicité un bon 1^{er} trimestre.

2) Le Royaume-Uni.

Je l'ai aussi évoqué en introduction, très rapidement, la performance telle qu'affichée dans nos comptes fait apparaître une évolution à périmètre et change constants en retrait de 1,5%. C'est principalement lié, vous le voyez là, sur la 2^{ème} ligne avant la fin, à la revalorisation à la juste valeur du bilan d'acquisition de British Energy, c'est-à-dire les écritures comptables d'intégration de British Energy dans les comptes d'EDF en 2008. Retraitée de cette écriture comptable, la performance est en hausse de 7,5 % tout simplement parce qu'EDF Energy a connu en 2012 une production nucléaire tout à fait remarquable, de 60 TWh. C'est la production nucléaire la plus élevée depuis 7 ans, ce qui témoigne des efforts accomplis pour améliorer la production depuis l'acquisition de British Energy en 2008.

Le bilan électrique le montre bien, vous le voyez sur la partie gauche en bleu ciel : 60 TWh, c'est + 4 TWh par rapport à l'année précédente. Mais, vous voyez également en bas à gauche, + 6 TWh dans le thermique fossile. Évidemment, les *spreads* étaient plus favorables, ce qui a permis d'appeler plus souvent les centrales thermiques. Mais c'est aussi grâce à une disponibilité supérieure de nos installations en 2012 par rapport à 2011 que nous avons pu bénéficier de ces effets favorables du marché au Royaume-Uni.

Sur la partie droite, des évolutions qui ne nécessitent pas de commentaires sinon les ventes structurées qui baissent de 8 TWh conformément au contrat existant et à l'apurement d'un certain nombre de contrats.

3) L'Italie

En Italie, Edison a annoncé ses chiffres la semaine dernière. Je ne vais pas y revenir dans le détail. Je mentionnerais simplement que la croissance organique telle que reflétée dans nos comptes puisque nous comptabilisons 100 % d'Edison que depuis le mois de mai 2012. Cette comptabilisation à 100 % sur le 2^{ème} trimestre nous permet de reprendre 100 % de l'effet de la renégociation des contrats de gaz, ce qui explique la bonne performance au global, en contribution pour le groupe : + 23 % à périmètre et change constants sur l'année 2012. J'en profite également pour mentionner, vous l'avez peut-être noté dans la communication d'Edison, que la dette nette d'Edison a baissé de -1,3 milliards d'euros par rapport à 2011 et la situation qui prévalait avant l'accord que nous avons trouvé avec nos partenaires. 1,3 milliard d'euros, c'est un tout petit peu plus que le produit de cession d'Edipower, alors qu'au 30 juin, je vous l'avais indiqué, la réduction de dette n'était pas dans les mêmes mesures, du fait notamment d'une évolution défavorable du besoin en fonds de roulement.

Nous sommes revenus à la normale, c'est-à-dire que la dette d'Edison reflète bien le produit de cession d'Edipower, même si sur le BFR, un certain nombre d'actions sont en cours, notamment sur les délais de règlement.

Je passe très rapidement sur le bilan électrique d'Edison qui reflète marginalement les évolutions constatées sur le marché électrique italien, marché électrique caractérisé par une baisse de la demande, une hausse du renouvelable et donc, pour ce qui se trouve au milieu, c'est-à-dire que les cycles combinés à gaz, une année très difficile. Heureusement, depuis la cession d'Edipower, nous sommes moins affectés par cette tendance qu'a connue le marché italien en 2012.

4) L'International

Sur le segment Autre International, je vous l'ai dit en introduction, la performance est en retrait : -19,5 % à périmètre et change constants, principalement du fait de tendances négatives en Pologne : baisse des marges du fait des hausses de prix des combustibles, évolutions réglementaires plutôt défavorables. Également aux États-Unis : poursuite de la baisse des prix et donc baisse de la contribution de cette participation minoritaire que nous avons dans le parc de centrales de l'ancien « Constellation ». Tout ceci malgré l'effort de restructuration que nous avons mené sur les autres activités liées au nucléaire aux États-Unis, notamment UniStar.

Au Brésil, c'est simplement une comparaison difficile par rapport à l'année 2011 qui explique la baisse de nos activités brésiliennes. En effet, en 2011, nous avons bénéficié de performances tout à fait remarquables liées notamment à certaines exportations vers les pays voisins. Nous avons également, je vous l'avais déjà expliqué lors du premier semestre, eu un arrêt pour maintenance programmée, mais qui a naturellement coûté en production.

En revanche, sur le segment Autres Activités, la performance est en hausse : + 4,7 % c'est principalement grâce à EDF Énergies Nouvelles qui, cette année, a installé plus de 1 550 MW, c'est un record de mise en service. Il s'agit là de mises en service brutes avant cession de parc. Et vous le voyez, la performance, l'EBITDA d'Énergies Nouvelles est en hausse de 20,6 % en 2012 par rapport à 2011.

Le retrait du *trading* de 20 % est conforme à notre budget. Là aussi la comparaison est difficile par rapport à l'année 2011, l'année 2011 avait été marquée par une performance tout à fait remarquable notamment aux États-Unis grâce à un certain nombre d'effets climatiques pendant l'année, l'été 2011.

Voilà, pour les éléments que je pouvais vous fournir en grande synthèse sur les évolutions par pays.

Le cash flow

L'EBITDA est en hausse de 7,7 %, le cash flow opérationnel de près de 20 % avant investissement, ce qui traduit là le fait, et vous le voyez sur la deuxième ligne de ce tableau, que l'EBITDA, cette année, s'est traduit par un cash flow supérieur grâce à une baisse des éléments non monétaires de l'EBITDA. Ce qui traduit là la qualité de l'EBITDA du Groupe en 2012.

Net des investissements, le cash flow est négatif de 1,798 milliard d'euros. Mais, je voudrais simplement m'arrêter sur deux éléments. Le premier, c'est que ce chiffre négatif de 1,798 milliard inclut la hausse du BFR liée à la CSPE : 1,4 milliards d'euros. C'est de l'histoire ancienne, vous le savez, nous avons déjà traité de ce sujet-là. Donc, si nous éliminons cet effet de CSPE qui ne se reproduira plus, nous avons un cash flow négatif de 400 millions d'euros. Et dans ces 400 millions, nous avons l'impact du paiement à Enel de sa sortie de Flamanville 3, à hauteur de 600 millions d'euros puisque Enel nous avait fait une avance que nous avons remboursée cette année à hauteur de 600 millions d'euros. Voilà les deux grands chiffres que je tenais à souligner dans ce cash flow négatif. Ce qui montre que dans les autres agrégats, notamment le BFR, les résultats sont tenus, le cash flow, hors CSPE, est proche de zéro.

Les investissements nets

Les investissements nets sont en forte hausse : +12 % avec un effort constant, à la fois en France, dans le parc de production, dans les réseaux et également dans le développement, dans le renouvelable par exemple. Et vous le voyez au Royaume-Uni avec un certain nombre de projets dans le renouvelable et également dans les projets de développement dans le nucléaire. Donc, au global, à peu près toujours la même proportion d'investissement dans les activités régulées et non régulées en France, avec aussi un tiers des investissements du Groupe consacré au développement futur.

Compte tenu du cash flow négatif de 1,8 milliard d'euros pour les raisons que j'ai évoquées et notamment les investissements, la CSPE et la sortie d'Enel ; les dividendes versés, l'opération Edison (il s'agit là de la première consolidation à 100 % de la dette d'Edison puisqu'avant, le Groupe n'en comptabilisait que 50 %) pour 3,3 milliards d'euros incluant également le coût de l'OPA, environ 900 millions d'euros, puisqu'Edison était une société cotée. Voilà les principaux éléments qui expliquent une augmentation de notre dette. Mais, à l'inverse, cette année, en prenant en compte l'opération que nous avons annoncée, d'affectation de la créance de CSPE en 2013 dans les actifs dédiés et le retrait concomitant de 2,4 milliards d'euros, vous voyez que la dotation pro forma de cette opération 2013 est négative de 1,7 milliard d'euros. C'est-à-dire que nous retirons en net 1,7 milliard d'euros du portefeuille d'actifs dédiés, ce qui nous permet d'afficher une dette nette pro forma de cette opération de 39,2 milliards d'euros à fin décembre 2012.

Grâce à cette opération d'affectation, nous couvrons, dès le début de l'année, 100 % des provisions qui, en vertu de la réglementation, doivent être couvertes par des actifs dédiés. Vous le voyez ici, pro forma de cette affectation et du retrait, le portefeuille d'actifs dédiés s'élève à 20,1 milliards d'euros, c'est-à-dire exactement le montant des provisions qui doivent être couvertes. J'en profite pour mentionner l'excellente performance du portefeuille géré par les équipes d'EDF : +12 % d'augmentation de la valeur de ce portefeuille actions-obligations pendant l'année 2012, donc au global, sur le portefeuille d'actifs dédiés.

Voilà pour nos résultats 2012, avec ce début d'année qui nous permet par cette affectation de la CSPE, l'accord que nous avons obtenu aussi sur la reconnaissance de la créance, les intérêts, le calendrier de paiement, grâce aussi à ce retrait de nos 2,4 milliards d'euros, grâce à l'émission de dette hybride, d'entamer l'année avec une flexibilité financière accrue.

Enjeux 2013

2013 est une année, le Président, Henri PROGLIO, l'a expliqué tout à l'heure, de grands enjeux pour le Groupe. Je vais passer extrêmement rapidement là-dessus. J'en ai listé ici quatre. Je vais vous les détailler, en tout cas je vais essayer de vous les expliquer. Je ne vais pas vous expliquer ici quels sont nos objectifs pour les résoudre, ni vous expliquer comment nous y travaillons déjà depuis plusieurs années, mais je vais essayer surtout de m'attacher à bien vous expliquer les enjeux. À commencer par la construction de la facture.

L'équation tarifaire

Quel est l'enjeu ici et quel est le sujet auquel nous nous attaquons ? C'est celui de la construction du tarif de facturation de l'électricité en vente, tarif que je vous ai décomposé sur la partie gauche ici et que je compare sur la partie droite, c'est la courbe rouge, à l'évolution de nos investissements. La courbe rouge représentant les investissements de maintenance dans le parc de production en France. Un mot de la partie gauche, pour vous expliquer la décomposition de la facture. Un client résidentiel paie 143 euros du MWh. Dans ces 143 euros du MWh, une fois qu'on a enlevé les taxes, la CSPE, la distribution, le transport, les coûts commerciaux incluant notamment le coût du mécanisme d'efficacité énergétique, une fois que nous avons enlevé le facteur de forme, c'est-à-dire ce qu'il convient notamment d'acheter sur le marché pour couvrir les pics de consommation, il nous reste la production en base, c'est-à-dire 27 % de la facture. Cette production en base, aujourd'hui, c'est 38 euros du MWh rapporté à la facture de 143 euros du MWh, soit moins de 30 %.

Quel est le sujet que nous souhaitons traiter, auquel nous travaillons en 2013 ? Le sujet c'est que c'est bien cette part en base du tarif, 27 %, soit 38 euros qui nous permet de financer les investissements dans le parc de production en France. Et quand on compare les évolutions depuis plusieurs années, ce sont les barres en bleu, vous voyez que la part énergie du tarif est en baisse. Pourquoi ? Parce qu'à données constantes d'augmentation de la facture, les taxes augmentent, le TURPE augmente, les autres composantes augmentent. Ce qui fait que ce qui nous permet à nous d'investir dans le parc de production est en baisse sur la période. C'est ça l'enjeu tarifaire d'EDF et c'est ce sujet-là, que nous appelons équation tarifaire, qui fait partie des priorités sur lesquelles nous travaillons en 2013.

Fixer l'évolution des prix de vente de notre énergie.

Seconde priorité : donner plus de visibilité, notamment par le biais de la formule de l'ARENH, formule qui doit en 2013 fixer l'évolution du prix de vente de l'énergie à nos concurrents conformément à la Loi NOME. Je ne vais pas y revenir dans le détail. Je voulais mentionner à nouveau qu'aujourd'hui, nous vendons à nos concurrents à 42 euros du MWh, qui ne reflètent pas le prix de revient complet de notre parc de production qui a été évalué notamment dans le rapport de la Cour des comptes à environ 50 euros du MWh. Voilà à nouveau une priorité que nous nous fixons qui est de travailler à la fixation de ce décret en 2013.

Améliorer la visibilité et la cohérence

3^{ème} priorité ce sont les enjeux du distributeur, ça n'est pas nouveau. Je vous l'avais déjà indiqué : l'absence de cohérence. Cohérence avec le schéma contractuel des autorités concédantes, cohérence avec la formule tarifaire, cohérence aussi avec la présentation comptable. C'est l'ensemble de ces incohérences qui avait été notamment illustré par décision du Conseil d'État d'annuler TURPE 3, décision qui n'a pas d'impact sur nos résultats 2012, mais une décision qui souligne et montre bien non seulement la complexité, mais aussi ses incohérences. Naturellement, nous nous sommes fixés comme priorité, dans le cadre de la quatrième période de régulation, TURPE 4, d'améliorer cette visibilité et cette cohérence.

Réaliser un plan d'économies

Le 4^{ème} enjeu majeur, celui-ci ne dépend que de nous. C'est de réaliser un plan d'économies de 1 milliard d'euros. Il ne s'agit pas d'un plan pour dans 5 ans, ni d'un plan demandant la refonte totale de tout un tas de processus, de réorganisations complètes. Cette remise en cause d'un certain d'un nombre de processus a déjà été entamée en 2011, c'est le plan Synergie et Transformation qui visait notamment à permettre d'utiliser l'effet Groupe et les synergies au sein du Groupe grâce à l'intégration des filiales à l'étranger. Non, ce dont il s'agit là, c'est d'un plan de réduction de coûts avec effet immédiat dès 2013 qui porte sur nos achats principalement, mais pas seulement, et qui représente -5 % des achats du Groupe, à la fois sur les charges et à la fois sur les investissements avec des actions combinées sur les prix, les spécifications et les volumes. C'est 1 milliard d'euros de baisse de l'ensemble de nos coûts en charges et investissements dès 2013, qui nous permettra, je vous l'ai dit tout à l'heure, d'afficher un objectif d'EBITDA de croissance entre 0 et 3 % hors Edison sur l'année 2013.

Justement, un mot d'Edison. Edison a confirmé la semaine dernière une rentabilité normative de ses activités équivalentes au résultat 2012, c'est-à-dire 1,1 milliard d'euros d'EBITDA. Cependant, la volatilité des résultats d'Edison est liée au calendrier de renégociation des contrats de gaz. Nous avons obtenu gain de cause en 2012, mais avons dû recommencer une période d'arbitrage sur les mêmes contrats. Cette période d'arbitrage va se terminer probablement en 2014 et, c'est la raison pour laquelle, dans nos prévisions 2013, nous ne tenons pas compte du résultat de ces arbitrages. Mais, vous voyez que liée à ce résultat d'arbitrage, la marge négative que nous réalisons en 2013 chez Edison du fait de ces contrats de gaz, est supérieure à 600 millions d'euros. Il s'agit bien là d'une marge négative de 600 millions d'euros qui se reportera si nous obtenons gain de cause, et nous avons confiance dans notre capacité à convaincre compte tenu des résultats 2012. C'est bien une marge qui se reportera en 2014 et qui ne change rien à la rentabilité normative d'Edison, telle que nous l'avons analysée, d'ailleurs, qui est conforme à nos attentes lors de l'opération Edison de l'année dernière. Donc, si j'exclus ces éléments de volatilité, en retournant à nos prévisions internes, le socle 2013 pour Edison est de 500 millions d'euros. Notre objectif, hors Edison, hors cette volatilité, pour le reste de nos activités, est désormais une croissance de l'EBITDA comprise entre 0 et +3 %. Je vous l'ai dit tout à l'heure, +3 % notamment grâce au plan d'économies que nous avons lancées avec effet immédiat en 2013.

Le ratio d'endettement net sur EBITDA sera dans une fourchette de 2 à 2,5x. Je vous l'ai dit, compte tenu de l'émission d'hybride, nous serons beaucoup plus proches du 2 que du 2,5. Et

enfin, un taux de *payout* confirmé appliqué sur le résultat net courant de 55 à 65 % de ce même résultat net courant. Voilà donc pour nos perspectives 2013. Compte tenu des grands enjeux que j'ai évoqués, vous comprendrez pourquoi à ce stade, je ne vais pas au-delà de 2013, mais je vous donne rendez-vous en fin d'année pour vous fixer de nouvelles perspectives à horizon 2015. Perspectives qui nous permettront de revenir à notre ambition. Je vous l'avais indiqué lors de la dernière *conference call* sur le dernier trimestre 2012, perspective que je vous détaillerai donc en fin d'année.

Merci beaucoup.

Questions-réponses

Henri PROGLIO

Bien, mesdames et messieurs, la parole est à la salle.

Michel DEBS (Crédit Suisse)

Bonjour, Mesdames et Messieurs, Monsieur le Président, Monsieur le Directeur. Trois questions si vous le permettez. La première est sur le passage d'EBITDA 2011-2012 en France. Il y a deux impacts ERDF, vous avez isolé d'une part l'impact tarifaire, et d'autre part, il y a un quart de milliard qui s'appelle ERDF. Est-ce que l'on peut juste expliquer comment vous avez divisé l'impact sur ERDF ? Deuxième question : peut-on juste revenir sur Edison, pour comprendre ce que vous attendez comme contribution EBITDA Edison en 2013 ? Et la façon dont vous structurez la renégociation des contrats. Et une troisième question sur le dividende. Vous avez cette année décidé d'offrir aux investisseurs la possibilité de souscrire en actions. Est-ce que cela va faire partie de façon récurrente du dividende futur ? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Alors, sur ERDF, nous avons, je vous l'ai indiqué, tout à l'heure, un effet positif du TURPE de 298 millions d'euros, qui est indiqué dans la *slide* et un effet autre de 253 millions d'euros qui est dû à un ensemble d'éléments. Je vais en citer quelques-uns, notamment la hausse du chiffre d'affaires de raccordement, pour un peu moins de 200 millions d'euros. Dans le cadre de la Loi NOME ; ERDF a obtenu de pouvoir facturer une partie des raccordements notamment pour les énergies renouvelables, ce qui permet d'augmenter la contribution de cette activité. Voilà un premier effet. Le deuxième effet c'est aussi que la baisse des prix de marché a diminué le coût d'achat des pertes d'ERDF. Voilà pour les explications de ce chiffre « autres ». Chez ERDF, évidemment, inutile de vous dire que la performance est aussi liée à la bonne maîtrise des Opex qui permet justement d'afficher ces taux de croissance de l'EBITDA du distributeur.

Edison, par prudence, nous avons retenu 500 millions d'euros dans nos prévisions internes. Je vous l'ai dit, c'est le socle 2013. 500 millions d'euros ne reflètent pas la performance intrinsèque de l'entreprise de 1,1 milliard d'euros et, comme je vous l'ai montré tout à l'heure, qui ne reflète pas le fait, que de notre point de vue, il n'est pas normal de vendre du gaz à perte sur les marchés. En tout cas, quand on lit nos contrats, ça n'est pas prévu. Nous devons réaliser une marge normale. Quand on fait une marge négative, ça n'est pas normal.

Quand on perd plus de 600 millions d'euros en vendant du gaz sur le marché, ça n'est pas normal. C'est la raison pour laquelle nous considérons que 500 millions d'euros, ça n'est pas une performance normative. En revanche, par prudence, c'est le fil que nous avons retenu dans nos prévisions pour 2013. Évidemment, 2014 verra une très forte hausse des résultats d'Edison si nous obtenons gain de cause sur les arbitrages.

Enfin, votre troisième question. Je voudrais, si vous le permettez, bien préciser l'option qui est laissée à nos actionnaires pour le dividende en actions. Il s'agit d'une option qui porte sur 0,10 euro par action. Vous aurez sans doute constaté la hausse de notre dividende proposée à l'Assemblée générale (AG) de 1,15 à 1,25. Donc, l'option qui est laissée à nos actionnaires pour prendre le dividende en titres porte sur 10 centimes par action. Ce qui veut dire que le 1,15 sera, si les actionnaires le votent ainsi en AG, versé en numéraire. Le 10 centimes de hausse également en numéraire, si les actionnaires le choisissent comme cela, ou bien en titres, pour ceux qui le prendront en titres.

Emmanuel TURPIN (Morgan Stanley)

Bonjour. J'ai trois questions. Pour votre programme Spark vous avez mentionné qu'il y avait une composante économie de coûts et une composante Capex, pourriez-vous nous donner une enveloppe approximative d'un *split* Opex et Capex ? Deuxièmement, pourriez-vous nous aider à faire le saut entre votre guidance d'EBITDA et votre guidance de résultat net récurrent pour 2013 ? Nous avons un élément important CSPE qui n'a pas vocation à être récurrent, donc qui va disparaître. On doit s'attendre, j'imagine, à des augmentations d'amortissements. Pourriez-vous nous aider sur l'évolution des frais financiers ? Il y a plusieurs mouvements anticipés pour cette année. Et, troisièmement, une fois que vous nous avez aidés à traverser ce pont vers le résultat net récurrent, pourriez-vous revenir sur le dividende ? Vous avez une politique qui est fixée sur un *payout* entre 55 et 65 %. Vous êtes sur le bas de cette fourchette en 2012. Vous n'avez pas de message en valeur absolue. On va s'attendre sans doute à un recul peut-être du résultat net récurrent. Est-ce que vous pouvez vous engager à maintenir au moins une distribution *flat* en valeur absolue ? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Alors, sur le programme effectivement qui touche les Opex - Capex, je pense qu'il est raisonnable de retenir 40% - 60% Opex - Capex conformément à la répartition des achats dans le Groupe. Je l'ai indiqué, c'est 5 % des achats tout compris. Alors, vous me demandez de vous donner le détail du résultat pour 2013. Je m'en tiendrai simplement à vous indiquer qu'effectivement le produit de la CSPE, 629 millions d'euros, est un produit significatif en 2012 et vient là compenser le coût de portage de ce déficit constitué depuis plusieurs années, mais qui a aussi énormément pesé en 2012. L'impact est donc positif de 400 millions d'euros nets d'impôts. Nous avons eu également des effets défavorables de la baisse des taux d'actualisation. Je ne vais pas vous donner de détail de mon résultat prévisionnel pour 2013. Je vous dirai simplement que je suis à l'aise avec le consensus de résultat net tel qu'il figure aujourd'hui avec la moyenne de nos analystes.

Quant aux dividendes, vous avez noté que pour l'année 2012, nous sommes dans la fourchette. Que si vous appliquez la fourchette à 2013, vous obtenez en appliquant 65 % au résultat net courant, un dividende de 1,15 euro par action. Je ne ferai pas de commentaire

supplémentaire. Nous nous sommes engagés sur une fourchette 55-65 % du résultat net courant. Je pense que l'année 2012 a montré que nous nous y tenions. D'ailleurs, on était à 60 % de taux de payout au titre de 2011. Nous avons baissé à 55 % au titre de 2012. Nous sommes dans la fourchette. C'est ce qui est important.

Ann MacLACHLAN (Platts Nucleonics Week)

J'ai trois questions. La première : est-ce que vous avez fixé un taux de disponibilité pour les centrales nucléaires, soit pour l'année qui vient, soit pour une année dans l'avenir ? Ou bien est-ce que vous avez abandonné l'idée d'un objectif de disponibilité ? Pouvez-vous nous donner des chiffres ? La deuxième question concerne la garantie éventuelle de crédits par le gouvernement britannique pour le projet Hinkley Point, qui a été évoqué dans la presse anglaise cette semaine notamment pour attirer des investisseurs supplémentaires pour ce projet, s'il se fait. Est-ce que vous estimez qu'une telle garantie serait indispensable, souhaitable ? Et si vous pouvez l'obtenir, à quelle hauteur souhaiteriez-vous cette garantie ? La troisième chose, c'est une précision sur le retrait des actifs dédiés, les 2,4 milliards d'euros. C'est le même montant que les actifs de RTE, mais, si j'ai bien compris, les actifs de RTE restent dans les actifs dédiés. Est-ce que vous pouvez juste préciser ce qui a été retiré ? Merci.

Henri PROGLIO

Sur les omissions en matière de production nucléaire, on a bien sûr un mix d'objectifs, en tout cas de paramètres que nous souhaitons avoir en tête. Le coefficient de disponibilité, bien sûr, a un objectif, il devrait s'améliorer en 2013 puisque l'on a connu un point d'infléchissement en 2012 en raison des arrêts qui ont été un peu retardés. Mais, ce qui nous importe le plus c'est le coefficient de disponibilité d'hiver qui est beaucoup plus significatif pour nous. On est à 91,6 % au titre du coefficient de disponibilité d'hiver 2011-2012. Je peux vous signaler qu'en janvier nous sommes déjà à 92,5 %. Donc, on a un objectif ambitieux en matière de coefficient de disponibilité d'hiver, encore une fois, sans oublier, sans casser le thermomètre du coefficient de disponibilité moyen qui est toujours un élément de référence, mais qui est moins significatif et en tout cas moins pertinent pour nos propres opérationnels. Par ailleurs, on associe à ces coefficients, parce que les coefficients c'est bien, mais la production nucléaire, c'est aussi quelque chose d'important. Vous savez quel a été le recul en 2012 mais nous prévoyons une augmentation pour 2013. J'ai cité tout à l'heure la référence. Nous avons prévu une augmentation de la production nucléaire en 2013, malgré les 7 visites décennales qui sont programmées.

Sur le sujet britannique, je vais laisser le soin à Thomas de répondre plus précisément sur la question de la garantie. Toujours est-il que, je l'ai dit tout à l'heure, le sujet britannique est un sujet absolument fondamental dans les décisions à prendre en 2013. La discussion et la négociation avec les pouvoirs publics sont en cours. Et c'est de cette discussion et de la négociation du contrat que viendra par définition, l'orientation de notre décision et évidemment, à partir du moment où la décision sera prise par EDF en vertu du contrat, des rendements attendus et des considérations industrielles et financières. Je me considère comme très à l'aise dans la possibilité que nous aurons à trouver des partenaires. Certains se sont déjà proposés, mais nous attendons d'avoir une vision beaucoup plus claire des éléments contractuels avant d'aller les revoir parce que l'on est dans une période aujourd'hui où il serait inefficace d'aller discuter avec des partenaires potentiels sans avoir

les éléments de réponse qui sont en cours de négociation. Il y a 3 ou 4 ans, c'était différent. On parlait *from scratch* dans une perspective. Aujourd'hui, on est à la veille d'arrêter les paramètres décisionnaires et donc il est plus raisonnable d'attendre que ces paramètres soient plus connus avant d'aller à la rencontre, ou d'accepter la rencontre, avec les partenaires potentiels dont encore une fois, certains se sont déjà manifestés.

Thomas, peut-être pour les précisions sur le financement.

Thomas PIQUEMAL

Oui sur le financement. En fait, je pense que vous faites référence à la possibilité de bénéficier du financement d'infrastructures, prévu par les pouvoirs publics britanniques. Il s'agit d'une modalité, certes importante, pour un projet tel que le projet d'Hinkley Point. Mais, à ce stade, il est tout à fait prématuré pour nous de faire le moindre commentaire sur la structure de financement, étant donné que le préalable, comme le Président Henri PROGLIO l'a évoqué, c'est l'environnement contractuel, la finalisation de ces négociations sur le contrat. Une fois que cette finalisation aura eu lieu, que ce contrat sera connu dans ses composantes de prix, mais aussi dans ses principales clauses contractuelles, nous pourrons finaliser notre structure de financement, notre recherche de partenaires et la dette infrastructure, et la garantie éventuelle prévue dans le programme britannique pourra en faire partie, pourrait en faire partie. C'est à nouveau un schéma qui est à l'étude, mais pour l'instant il est prématuré de commenter plus avant ce sujet-là.

Vous aviez posé également une question sur les actifs dédiés RTE. C'est à peu près la valeur de RTE, c'est vrai, la valeur nette comptable de RTE puisque RTE est comptabilisé dans les actifs dédiés pour sa valeur nette comptable, 50 % des titres de RTE. Dans le fonds d'actifs dédiés, je vous l'ai montré tout à l'heure, nous avons 20 milliards d'euros. Donc, au global, désormais, dans le fonds, 2,4 milliards d'euros de RTE, 4,9 milliards d'euros de créances de CSPE, le solde est investi principalement, sans grand secret ou miracle, dans des actions et des obligations. Ce qui a été important pour nous depuis 2010, c'est de créer au sein de ce portefeuille une poche d'infrastructures, ce portefeuille d'infrastructures. Nous considérons que les infrastructures de par leur risque plus faible que d'autres classes d'actifs, leur plus grande visibilité sur la rentabilité, sont une classe d'actifs qui correspond parfaitement au passif que nous sommes censés financer et couvrir, qui sont des passifs à très long terme.

Nous avons donc fait voter par le Conseil d'administration, une allocation de 20 % des actifs du fonds d'actifs dédiés dans les infrastructures. 20 % de 20 milliards d'euros, cela fait 4 milliards d'euros. Vous voyez donc que les titres de RTE pour 2,4 milliards d'euros s'inscrivent bien dans cette poche « infrastructures », ce sous-portefeuille infrastructures que nous avons donc créé. D'ailleurs, nous avons été sélectionnés par Total, dans le cadre d'une période d'exclusivité, pour éventuellement acquérir une participation dans TIGF, entreprise qui gère les réseaux de transports et stockage de gaz dans le sud de la France, avec nos partenaires du fonds singapourien GIC, de la société italienne Snam. Si nous réalisons cet investissement, il viendra trouver sa place naturellement dans cette poche, ce sous-portefeuille infrastructures du fonds d'actifs dédiés. Donc, cette allocation de CSPE n'a rien à voir avec ce sous-portefeuille d'actifs dédiés consacré aux infrastructures, n'a rien à voir avec RTE qui est dans ce fonds parce que c'est un formidable actif d'infrastructures, sans doute un des plus beaux actifs d'infrastructures en France actuellement.

Henri PROGLIO

Question 4 et puis l'on reviendra ensuite aux questions.

Ariane MAHLER (Tradewinds Global Investors)

Alors, je n'ai qu'une question sur les Capex. Vous aviez donné une *guidance* par le passé pour 2013, 2014, 2015. Que pouvez-vous nous dire aujourd'hui sur les grandes composantes, peut-être pas pour Hinkley Point, mais Énergies Nouvelles, ERDF, etc. ? Merci.

Henri PROGLIO

Sur le Capex, nous avons dit 12 milliards d'euros d'investissements en 2013. Décomposition ?

Thomas PIQUEMAL

La décomposition reste à peu près toujours la même. Je rappelle simplement que c'est un chiffre de 12 milliards d'euros, un chiffre inférieur au chiffre précédent que j'avais donné en juillet 2011, qui était de 13 en 2013. C'est un chiffre également qui est net de cessions. Je vous rappelle simplement que tous les ans, nous avons un montant de cessions que nous réalisons à la fois d'actifs corporels, un peu d'immobiliers, d'actifs financiers. Par exemple, en 2012, c'était les titres Exelon que nous avons cédés.

Pour le reste, nous avons à peu près toujours les mêmes grandes catégories d'investissement avec, en matière de développement, toujours 1 milliard d'euros d'investissement net. Ce qu'il y a par ici, ce sont 2 milliards d'euros parce qu'il s'agit de Capex brut, avant cession d'actifs. Je tiens à souligner les efforts considérables réalisés par les équipes d'EDF Énergies Nouvelles en 2012 qui se reproduiront sans doute dans une moindre ampleur compte tenu du marché actuel. Mais, en 2012, des efforts notamment pour produire des parcs et les céder. Ce qui permet, vous le voyez là, d'investir pour environ 2 milliards d'euros en brut, d'installer environ 1 550 MW bruts¹. Mais en net, c'est à peu près la moitié. En 2012, c'est environ 1,1 milliard d'euros d'investissements nets. En 2013, ce sera autour de 1 milliard d'euros. Mais, tout ceci sans ralentir le rythme de développement, rythme soutenu grâce à la qualité des développements des équipes d'EDF Énergies Nouvelles. Donc, toujours les mêmes priorités, toujours le même chiffre : 12 milliards d'euros, grâce notamment et toujours au même volume de cession d'environ 1 milliard d'euros sur l'année 2013.

Henri PROGLIO

Pour préciser les choses, la stratégie d'EDF Énergies Nouvelles dans ce métier à très fort développement qui est le métier des énergies renouvelables, c'est d'abord de détenir de la compétence, de l'expertise et le retour d'expérience sur le développement de parcs de production et la gestion de ces parcs. Au fond, le reste, c'est de la gestion d'actifs. On peut

¹ Capacités installées brutes : mises en services hors cession d'actifs. Les capacités installées correspondent à la part du capital détenue par EDF Energies Nouvelles.

être à l'origine du développement d'un projet, c'est-à-dire le construire et le mener à bien et puis en céder la propriété en gardant la gestion déléguée de ces actifs industriels. C'est la démarche d'EDF EN qui est à la fois d'optimiser le développement de nouvelles capacités de production d'énergies nouvelles un peu partout dans le monde, là où ces projets ont un sens industriel et économique, d'en permettre le développement et éventuellement, ensuite d'en céder la propriété en termes d'actifs financiers et d'en garder la gestion déléguée, optimisant ainsi toutes les composantes à la fois industrielle, technique, financière et de services qui sont les éléments fondamentaux de notre compétence, de notre expertise ; l'intégration avec EDF se fait parfaitement.

Ariane MAHLER (Tradewinds Global Investors)

Pour ERDF et puis pour l'orientation des Capex pour les prochaines années, est-ce que c'était prévu à la hausse ? Que pouvez-vous nous dire aujourd'hui ?

Thomas PIQUEMAL

Pour ERDF, les investissements nets hors Linky ont augmenté de plus de 10 % en 2012, avec un effort particulier dans le domaine de la qualité du réseau. Nous prévoyons également une augmentation en 2013. Maintenant, au-delà de 2013, malheureusement, à ce stade, je ne vous donnerai pas de nouveaux chiffres de tendance de Capex, je vous donne rendez-vous en fin d'année. Je vous l'ai dit tout à l'heure, le modèle du distributeur est réétudié. Un certain nombre de travaux sont en cours qui touchent à l'équation, la formule tarifaire, qui touchent aux relations contractuelles. Vous comprenez que dans ce cadre-là, il est difficile de donner des chiffres précis pour 2013. Mais, l'effort a été très soutenu en 2012. Et vous voyez d'ailleurs que ces efforts constants de l'entreprise montrent une très nette amélioration du résultat net courant. Depuis 2009, puisque ERDF était en perte. Il a connu un résultat net courant de 800 millions d'euros en 2012 avec une progression constante toute l'année donc, oui, nous poursuivons notre effort d'investissement, mais la performance est au rendez-vous et se poursuivra, mais dans le cadre de discussions à nouveau sur un certain nombre de paramètres essentiels de l'équation économique d'ERDF.

Henri PROGLIO

Au-delà de l'équation économique et financière, il y a la qualité du service rendu qui est en amélioration constante. Le taux de coupure a diminué de façon considérable au cours des trois dernières années et je rends hommage à toutes les équipes d'ERDF. Je crois qu'il faut quand même le souligner. Nous sommes l'opérateur de service public de référence et la stratégie du groupe, c'est de rester fidèle à ses valeurs de service public. Et ERDF y contribue comme toutes les entités du Groupe, dans l'amont du cycle, au niveau de la production, dans l'aval au niveau du commerce et de l'optimisation, et sur les réseaux. Et puis, deuxièmement, un des enjeux aussi, c'est de permettre à la France de disposer d'un outil qui soit flexible et efficace, notamment par l'intégration dans les réseaux des énergies alternatives, qui, comme vous le savez, pose énormément de difficultés un peu partout dans le monde et qui, chez nous, semble se passer très bien. Donc, au fond, tout ça est cohérent et intégré dans une vision globale. Ce sont des enjeux extrêmement importants en termes de qualité de service, d'efficacité du système. Les chiffres traduisent à la fois une performance financière et économique en sensible amélioration, on l'a vu tout à l'heure. En même temps qu'une performance industrielle et de services en amélioration constante.

Donc, les deux vont de pair et il faut le souligner. Nous allons continuer. Évidemment nous serons avares de renseignements précis en ce qui concerne les chiffres tant que nous sommes en négociation sur le nouveau schéma contractuel, bien entendu. Vous pouvez le comprendre. On peut s'engager simplement sur une tendance de résultats, mais sans en dire beaucoup plus à ce stade. On se reverra, bien sûr, en toute transparence, dès lors que les nouvelles conditions auront été arrêtées.

Thomas PIQUEMAL

Je prends quelques questions Internet, si vous le permettez.

Questions Internet

Thomas PIQUEMAL

La première question est de **Myriam COHEN d'Alpha Value**. Est-ce que je peux préciser si le 1 milliard d'euros d'économies en 2013 comptera ou non la renégociation des contrats de gaz Edison ?

Ma réponse, c'est non. Il s'agit de 1 milliard d'économies qui n'ont rien à voir avec la renégociation des contrats gaziers.

Question sur la dette hybride **d'Andrew MEAD de Goldman Sachs**. À quoi allons-nous utiliser dans le court terme les 6 milliards d'euros de dette hybride que nous avons récemment émis ? Est-ce que le taux de payout de 55-65 % s'applique aux résultats nets avant ou après l'hybride ?

L'émission de l'hybride de 6 milliards d'euros sera consacrée au refinancement de la dette d'EDF. Nous avons un programme d'émission, je dirais, classique, concernant les années 2013 et 2014. Un petit peu plus lourd d'ailleurs en 2014 qu'en 2013. Deux années qui vont voir leur financement plus chargé qu'en 2010 et 2011 du fait des acquisitions significatives qui avaient été réalisées par le Groupe en 2008 et 2009, qui avaient été pour partie refinancées à 5 ans. C'est la raison pour laquelle nous devons en 2013 – 2014 refinancer un volant de dette un peu supérieur et la liquidité issue de cette émission hybride participera de ce refinancement. La question était : est-ce que nous allons utiliser cela pour racheter de la dette ? Comme je l'ai dit, c'est du refinancement.

Le taux de payout de 55-65 % s'applique au résultat net courant. La dette hybride est classée en IFRS, en fonds propres. Le coût de l'hybride passe donc en fonds propres, il ne vient pas en diminution des résultats de l'entreprise, et donc, il ne sera pas dans le résultat net courant. Donc le taux de payout de 55 – 65 %, je confirme, s'applique bien sur un résultat net courant, en norme IFRS non retraité.

Question d'Andrew MOULDER de CreditSights sur Edison. Edison a déjà renégocié les contrats avec ENI et Rasgas. Est-ce que ces contrats doivent être négociés à nouveau ? Et est-ce que l'on s'attend à ce que ces renégociations soient terminées en 2013 ?

Alors, la réponse c'est oui, ces contrats doivent être renégociés à nouveau puisque les arbitrages, il ne s'agissait pas là de négociations, mais d'arbitrages favorables obtenus par le

groupe Edison, concernaient des périodes d'achats, qui se terminaient en 2012, notamment en septembre 2012. C'est la raison pour laquelle il faut commencer une nouvelle période d'arbitrage pour la nouvelle période d'achat de gaz et nous aurons probablement le résultat en 2014 plutôt qu'en 2013, sauf si nous arrivons à un accord en 2013. Mais par prudence, comme je vous l'ai indiqué tout à l'heure, nous ne retenons pas ce bénéfice dans notre prévision d'EBITDA de l'année 2013.

Question de **Sofia SAVVANTIDOU (Citi)** sur la vision qu'ont le régulateur et les auditeurs sur l'allocation de la CSPE, de RTE et autres dans le portefeuille d'actifs dédiés, et notamment le fait qu'ils ne soient pas liquides.

Alors RTE est un actif d'infrastructures, je ne vais pas revenir sur les raisons qui nous ont amenés à allouer 50 % et à obtenir les autorisations permettant d'en allouer 50 % dans le fonds d'actifs dédiés. La CSPE, on peut dire qu'il s'agit d'un actif liquide, au contraire, nous avons un échéancier d'encaissements d'ici 2018, nous avons un débiteur, nous avons un intérêt. Il s'agit là d'un actif liquide. Et c'est notamment la raison pour laquelle nous avons pu obtenir l'autorisation du régulateur de l'affecter dans le portefeuille d'actifs dédiés.

Question de **Rodolphe RANOUILH de RBS** : est-ce que nous avons l'intention de centraliser tout le financement d'Edison au niveau du groupe EDF ?

Edison bénéficie de l'apport total du groupe EDF notamment aussi en matière de financement, mais pas qu'en matière de financement. Ensuite, nous n'avons pas l'intention de couper nos relations, naturellement, avec nos grands partenaires financiers italiens. Nous respectons ces deux objectifs-là.

Henri PROGLIO

Au contraire, nous les avons même associés aux opérations du groupe.

Thomas PIQUEMAL

Donc, c'est bien en respectant ces deux objectifs-là que nous gèrerons les besoins de financement d'Edison et naturellement au meilleur coût pour le Groupe. Vous pouvez vous imaginer que cela passe plutôt par une centralisation.

Question détaillée sur le financement du Groupe de **Ritesh BATARH d'Amber Research India** sur nos lignes de crédits. Est-ce que nous sommes à l'aise avec nos lignes de crédits disponibles ?

Alors, oui, nous sommes à l'aise avec nos lignes de crédits disponibles. Nous avons 9 milliards d'euros de lignes disponibles, dont 4 de crédits syndiqués, et je considère que c'est une visibilité tout à fait suffisante pour le Groupe.

Deuxième question : avons-nous l'intention de revenir sur le marché de l'hybride ?

Alors, pas en 2013. En revanche, comme je l'ai indiqué lors du placement de l'hybride, je considère que l'hybride est un produit de financement qui s'adapte parfaitement au groupe EDF. Le Président l'a indiqué tout à l'heure, ils vont permettre la croissance future des

résultats du Groupe, mais qu'il faut financer pendant une période assez longue sans génération d'EBITDA. Donc, l'hybride est parfaitement adaptée à ce rythme d'investissement et ça n'est pas une émission *one shot* que nous avons réalisée pour faire face à je ne sais quel objectif en 2013. C'est un outil de notre boîte à outils financière.

Questions avec la salle

Blanca RIEMER (Merger Markets)

Oui bonjour. Vous nous avez montré l'amélioration de la situation financière d'EDF depuis 2009. Toutefois, l'endettement reste élevé. Est-ce que vous envisagez des cessions industrielles ou autres initiatives pour l'avenir ? Merci.

Henri PROGLIO

L'endettement reste élevé? On avait dit que l'on se sentait confortable avec un niveau d'endettement, où l'on ne dépassera pas 2,5 fois l'EBITDA. C'est un ratio qui nous paraît tout à fait convenable et très prudent pour une activité de ce type. On a fait mieux. Nous continuerons à maintenir une politique financière qui soit à la fois prudente et en même temps qui n'immobilise pas le Groupe, c'est ce que l'on a redit. Nous avons repris les mêmes engagements. Donc, on ne se sent pas en situation de devoir à tout prix céder des actifs. Ensuite, il y a une respiration normale, c'est-à-dire que l'on a tout au long de ces trois dernières années fait des cessions d'actifs, certaines étaient opportunistes. Personne ne se plaint de la cession des réseaux britanniques, personne ne se plaint plus aujourd'hui de la cession de notre participation allemande.

Nous avons montré que dès lors que cela répondait à une ambition stratégique, c'est-à-dire le contrôle des opérations et le développement du Groupe, nous étions capables de le faire. Mais, en même temps, on n'est pas sous pression. Par conséquent, et comme nous l'avons rappelé tout à l'heure, en matière de stratégie et d'énergies nouvelles, on a cette respiration consistant à faire des cessions au fur et à mesure du développement de cette activité. Donc, nous continuerons à faire des cessions en complément d'objet direct, on n'est pas sous la contrainte, Thomas le rappelait à l'instant, de cessions pour justifier d'un désendettement du Groupe qui serait sous la contrainte d'une situation financière tendue.

Voilà la réponse que l'on peut faire. Donc, c'est une réponse assez confortable quand on a les ratios et la situation du Groupe. Nous l'avons encore renforcée récemment avec l'hybride, nous l'avons rappelé tout à l'heure. Voilà, le Groupe est aujourd'hui dans une situation financière qui est plus solide qu'elle n'a jamais été, en raison notamment de ses performances opérationnelles, et c'est la raison essentielle et je disais tout à l'heure ma reconnaissance que je devais adresser à tous les collaborateurs et toutes les collaboratrices du Groupe qui l'ont permis. Je crois que c'est un effort collectif qui a été extrêmement important dans une période qui n'était pas simple. Et nous continuerons à améliorer les performances opérationnelles en même temps que de piloter une stratégie ambitieuse et une dimension financière qui soit à la fois prudente et rationnelle. Voilà ce que je peux dire, pas de contrainte particulière à cet égard.

Benjamin LEYRE (Exane)

3 questions. Tout d'abord sur Edison. Pouvez-vous nous éclairer sur les hypothèses sous-jacentes d'évolution de l'EBITDA à moyen terme de 1,1 milliard d'euros ? Est-ce que cela s'entend au prix d'électricité, en Italie notamment, stable ? Ou bien cela intègre-t-il éventuellement une possibilité de baisse des prix de l'électricité en Italie ? Deuxième question sur les coûts des certificats blancs en France. Il y a des propositions de resserrement assez fortes sur les ambitions d'efficacité énergétique en France. Quel est le coût actuellement pour EDF en 2012 et quelle est l'évolution attendue de l'évolution de ces coûts des certificats blancs ? Troisième question : pouvez-vous nous rappeler où en est la situation en Égypte, sur les délais de paiement dans l'*Upstream* ? Merci.

Thomas PIQUEMAL

Alors, il faut voir que Edison est beaucoup moins affecté par les prix de l'électricité qu'avant puisque l'on a vendu Edipower. Ce qui affecte vraiment la rentabilité d'Edison, c'est notre capacité à réaliser une marge non nulle sur les activités de gaz. Edison dispose également d'une activité de renouvelables pour environ 100 millions d'euros de contribution en EBITDA et bénéficie également d'une activité d'exploration production qui contribue aussi à l'EBITDA du Groupe. Je ne peux pas dire que dans l'année 2012, la production d'électricité, au-delà de la marge que nous réalisons sur les autres activités grâce aux gestionnaires de réseaux et sur la mise à disposition de nos capacités, soit contributive de nos résultats sauf, bien sûr, dans le domaine hydraulique. Donc, la principale donnée à prendre en compte pour le 1,1 milliard d'euros, c'est notre capacité à ne plus vendre le gaz à perte en Italie. Nous avons démontré en 2012 que nous étions capables d'obtenir gain de cause dans deux arbitrages majeurs pour le Groupe.

Henri PROGLIO

Plus une renégociation

Thomas PIQUEMAL

Voilà. On avait renégocié Gazprom l'année précédente. Voilà l'enjeu et c'est ça qui nous permet d'être confortables- sous réserve naturellement que l'on ait gain de cause dans les arbitrages - avec un niveau de rentabilité normative d'au moins 1,1 milliard d'euros.

Sur les CEE, je ne donnerai pas le coût. Je l'ai bien en tête parce qu'il est assez significatif, mais je ne donnerai pas le coût des CEE parce qu'EDF en produit près de 90 %. Et simplement, le Groupe est très présent pour faire un certain nombre de propositions pour s'assurer que ces masses financières significatives soient consacrées à des mécanismes de plus en plus efficaces surtout en matière d'efficacité énergétique. Et c'est un certain nombre de propositions qui sont faites par le Groupe dans le cadre des débats actuels pour permettre de faire en sorte que ce coût significatif pour le Groupe soit dédié à un système plus efficace. Ce coût significatif est inclus dans les frais commerciaux que j'évoquais tout à l'heure, et est d'ailleurs en augmentation, alors que les frais commerciaux qui peuvent être couverts par le tarif eux sont stables, et ces coûts contribuent aussi à creuser le déficit, en tout cas l'écart entre les besoins du fait de la politique d'investissement et les ressources du fait de cette composante tarifaire qui, elle-même, est restée stable. Et donc, nous sommes très présents dans ces débats pour faire des propositions allant dans le sens de plus

d'efficacité énergétique, mais avec des mécanismes plus efficaces aussi, notamment en termes de coûts.

Enfin, sur l'Égypte, vous avez raison de poser la question parce qu'effectivement les délais de paiement, en tous cas la créance que nous avons sur notre client égyptien, est significative chez Edison. Nous avons obtenu un accord en 2012, pour qu'ils prévoient un échéancier de paiement. Donc, ça, c'est une très bonne chose et c'est la raison pour laquelle nous sommes plus optimistes sur cet aspect-là que nous ne l'étions il y a un an. Voilà ce que je peux dire à ce stade sur les délais de paiement sur l'*Upstream* en Égypte.

Elisabeth SALLES (Enerpress)

Vous avez dit que l'un des enjeux 2013 serait l'équation économique de la transition énergétique, que vous alliez participer à ce sujet. Est-ce que vous pouvez nous en dire plus ? D'autre part, vous avez renoncé à construire un stockage de gaz dans le sud-ouest de la France. Est-ce que si vous reprenez TIGF, cela n'aurait pas eu pourtant du sens ? Et, une dernière question : est-ce que vous essayez de prendre des permis de gaz de schiste dans le monde ?

Henri PROGLIO

Alors, quand je parle de transition énergétique, on a deux sujets. Le sujet évidemment d'une participation en débat et il est évident que nous y sommes extrêmement présents, et pour cause, on a des choses à dire, en tout cas à proposer. Et notre présence sera forte à la fois au niveau national et au niveau régional. On a un enracinement fort et donc une participation évidemment très significative au travers de l'ensemble de nos collaborateurs sur ces thèmes-là. On a peut-être d'ailleurs incidemment quelques idées originales à proposer. Et puis, il y a le sujet accessoire si je puis dire, mais pas totalement, dans cette enceinte, des équations économiques sur le périmètre français et des équations tarifaires et donc des discussions sur l'économie générale, à savoir l'équation tarifaire, et vous avez vu que dès que l'on parle de tarifs, cela devient un peu complexe puisqu'il s'agit, pour les gens concernés, c'est-à-dire nos clients que nous n'oublions pas quand même, d'un tarif intégré associant au prix et au coût de l'énergie, le coût des réseaux, celui de la distribution et du transport et puis par ailleurs un certain nombre de taxes dont la fameuse CSPE qui est une taxe de péréquation qui est un service perçu pour compte de tiers et quelques autres. Donc, c'est un sujet assez complexe. Encore une fois, notre vision est très, très pragmatique et très associée à notre mission de service public. Comment préserver la compétitivité du territoire et l'accessibilité à tous de ce service essentiel. C'est à dire au fond le pouvoir d'achat et la compétitivité française à l'évolution et l'amélioration du service, aux investissements considérables nécessaires pour garantir et faire évoluer ces services. Donc c'est une équation complexe.

Des rendez-vous sont programmés avec les pouvoirs publics. En France, les tarifs notamment aux particuliers sont régulés. Donc ils sont sous contrôle et sous décision des pouvoirs publics. Pour analyser ces sujets, nous avons pas mal de propositions à faire qui, j'espère ou je pense, auront quelques chances de succès. On en reparlera dès lors que cette discussion sera achevée. Donc, oui, nous allons être très présents en 2013, en particulier, comme on l'a toujours été. Mais en 2013 tout particulièrement sur ces sujets-là et gageons que l'on aura l'occasion d'en reparler et vraisemblablement de se satisfaire de l'issue. Au fond, ce qui est

important c'est de vous donner, de nous donner de la visibilité. Nous, pour des raisons industrielles et évidemment économiques ; vous, pour des raisons de valorisation, de paramétrage, etc. Nous allons essayer cette année de vous donner un peu plus de visibilité sur les évolutions des conditions économiques sur le périmètre France puisque c'est de ça qu'il s'agit là, tout de suite. Et puis, évidemment, on a le même souci, partout à l'international. En Grande-Bretagne et ailleurs. On a parlé du contrat britannique, c'est un contrat de 40 ans. Donc, je pense qu'au cours de l'année 2013, nous aurons pas mal de réponses à donner à ces questions et donc, une trajectoire plus facile à élaborer ou à définir à posteriori. Même si aujourd'hui, nous avons déjà pas mal d'éléments de réponses et de convictions. Mais, il est difficile de vous donner des éléments chiffrés précis avant que ces négociations n'aient abouti. Vous comprenez pourquoi. Nous ne nous retranchons pas, mais nous sommes volontairement assez prudents avant d'annoncer des choses. Il est logique de l'être.

TIGF, oui. Sur Salins des Landes, c'est un projet que nous avons effectivement analysé. Il nous est apparu peu compatible avec nos exigences de retour sur investissement. Nous avons décidé de ne pas donner suite. Cela prouve que quand même dans cette maison, quand on prend une initiative et qu'on voit qu'elle n'est pas susceptible de créer de la valeur pour nos actionnaires, finalement, on préfère renoncer et annoncer que nous ne le ferons pas et nous l'avons fait de notre propre initiative et par conviction.

À l'inverse, TIGF est une infrastructure existante, c'est un placement financier pour EDF, clairement, mais c'est un élément aussi d'ancrage de partenariat durable avec à la fois le fonds de Singapour, donc nos partenaires singapouriens, et avec un acteur de premier plan en Italie qui est un acteur de la distribution. Je crois que c'est un élément qui est plus stratégique que simplement financier, mais qui, en fait, a le mérite d'associer une vision stratégique de partenariat industriel et financier à long terme et une pertinence de placement avec des rendements qui devraient satisfaire les plus exigeants d'entre nous sur le court terme.

Le gaz de schiste n'est pas un sujet majeur d'investissement pour nous dans la mesure où ne nous sommes pas très engagés dans la production gazière, mais nous avons pris des initiatives dans ce domaine pour être un peu plus présents sur l'amont du cycle, c'est-à-dire sur l'exploration-production. On a des équipes extrêmement compétentes chez Edison dans l'exploration-production. On a une initiative en cours dont on vous dira un peu plus qui consiste à mettre cette compétence et cette capacité d'expertise à la disposition d'un mode de financement de type fonds dédié, le fonds qui pourrait être, qui est en cours d'être élaboré, dans lequel le Groupe trouverait à la fois le levier financier lié au fonds nous permettant d'aller plus vite et plus loin dans l'exploration-production, ce qui est un élément de levier stratégique très important pour le Groupe et de préservation de nos Capex et de notre flexibilité financière. On n'a pas d'appétence ou d'appétit particulier pour le gaz de schiste autre qu'en matière de recherche, développement, expertise technique, etc. parce que ça fait partie du paysage et que nous devons être très en amont sur l'ensemble des technologies de manière à éclairer l'avenir avec pertinence. Si un projet devait nous être présenté, il y en a un actuellement à l'étude, mais pas en Europe, nous le considérerions avec toutes les nécessités d'expertise technique nécessaire et de retour d'expérience potentielle. Donc, la décision n'est pas prise. On regarde, on considère et on observe.

Tara PATEL (Bloomberg)

Pouvez-vous nous donner quelques détails sur vos discussions avec l'État actionnaire sur la question du dividende ? Avez-vous une certaine confiance dans le fait que vous allez pouvoir augmenter les tarifs en France ainsi que l'ARENH ? Et la deuxième question : est-ce que les discussions se poursuivent au Royaume-Uni, est-ce que les dépenses aussi ou est-ce que vous avez arrêté les dépenses, les commandes en attendant une décision ?

Henri PROGLIO

Je ne sais pas comment il faut traduire votre question sur la confiance qu'on a dans l'État actionnaire. Je crois qu'il faut comprendre aussi que l'État est multiforme : il est actionnaire, régulateur. L'État actionnaire se comporte comme un actionnaire. Ayant de temps en temps rencontré des actionnaires, il me paraît logique qu'ils se préoccupent de leurs dividendes, de leur amélioration, de leur retour sur investissement. Donc l'État, comme n'importe quel actionnaire, et qui pourrait l'en blâmer, a le souci de son équation économique et de son retour sur investissement.

Je le considère comme un actionnaire exigeant et naturel. À ce titre, nous avons discuté avec lui comme avec les autres actionnaires représentés au Conseil d'administration par des administrateurs indépendants de l'évolution de la distribution de dividendes et ce sont des discussions qui sont à la fois passionnantes et passionnées et qui ont conduit à la proposition qui vous a été présentée tout à l'heure et qui sera soumise à l'Assemblée générale des actionnaires. J'ai le sentiment que l'État actionnaire accueillera positivement la proposition qui vous a été dite sur 2012 et puis qu'il sera attentif à l'évolution de sa rémunération au-delà de 2012. Voilà ce que l'on peut dire sur l'État actionnaire.

L'État régulateur, c'est autre chose, nous n'avons pas de corrélation entre la discussion sur les dividendes de l'exercice passé et les discussions tarifaires concernant les services de l'électricité, le prix de l'électricité de demain. Donc, il n'y a aucune corrélation entre les deux. J'affiche simplement ma confiance dans la capacité que nous aurons à vous donner une meilleure visibilité, ce que j'ai dit tout à l'heure, sur les équations tarifaires futures.

Thomas PIQUEMAL

Sur les dépenses au Royaume-Uni. Le gros des dépenses au Royaume-Uni, évidemment, serait lié à la décision d'investissement qui nous amènerait à signer un certain nombre de contrats et évidemment à engager un certain nombre de dépenses. Jusqu'à cette prise de décision, les coûts sont maîtrisés, même s'ils sont significatifs. Le Président l'a évoqué dans son introduction, puisque nous avons dépensé plus de 400 millions d'euros, pour développer ce projet en 2012. Vous voyez que c'est tout à fait significatif, mais il n'en reste pas moins que c'est maîtrisé, mais le gros serait engagé lorsque viendra la décision finale d'investissement. Et notre effort se poursuit, en parallèle de celui du gouvernement britannique et de l'ensemble des autorités comme depuis plusieurs années déjà maintenant puisque notre effort est constant et conforme à celui de nos partenaires, des autorités.

Thomas PIQUEMAL

Question internet sur Edison. Est-ce que l'EBITDA récurrent doit être considéré autour de 900 millions d'euros ou pas ? Quel est le chiffre retenu dans notre *guidance* pour 2013 ?

Manifestement, je n'ai pas été très clair tout à l'heure donc, je vais essayer de vous donner quelques chiffres complémentaires. Bon, déjà, l'EBITDA récurrent d'Edison est de 1,1 milliard d'euros. Pour 2013, dans nos prévisions internes, nous retenons 500 millions d'euros. Si maintenant, j'exclus Edison, si je l'exclus aussi en 2012, pour avoir une base sur laquelle s'appliquent les 0 à 3 % que je vous ai donnés. Je pars de 2012 : 16,1 milliards d'euros, j'enlève la contribution d'Edison qui est de 900 millions d'euros en 2012 du fait des effets de première consolidation et autres, à 100 %. J'arrive donc à 15,2 milliards d'euros d'EBITDA d'EDF en 2012 hors Edison. Vous appliquez 0 à 3 %, vous rajoutez 500 millions d'euros donc pour le socle d'Edison et vous tombez donc sur une fourchette d'EBITDA pour le groupe comprise entre 15,7 et 16,2 milliards d'euros. C'est bien une fourchette qui est cohérente avec le consensus tel qu'il est aujourd'hui sur notre site puisque je crois qu'il est de l'ordre de 15,9 milliards d'euros pour l'EBITDA 2013. Voilà, j'espère que j'ai été plus clair que tout à l'heure, en tout cas sur cette question-là. Je poursuis sur les questions Internet très rapidement.

Questions Internet

Question de **LOUIS BOUJARD (BPI)**. Dans la *slide*, page 21, comment voyez-vous évoluer les aléas techniques et les arrêts fortuits pour atteindre votre objectif de 410-415 TWh en 2013 ?

C'est principalement, effectivement, sur les aléas techniques que nous portons notre effort et là-dessus que viendra notre amélioration sensible de la production parce qu'elle est sensible. Nous passons de 405 à certes 410-415, mais pendant une année durant laquelle nous avons une visite décennale de plus, ce qui, naturellement fait baisser, toute chose égale par ailleurs, la production.

Sur la dette, si nous n'avions pas eu l'affectation de la CSPE dans les actifs dédiés et le retrait des 2,4 milliards d'euros, la dette que je vous ai présentée, de 39,2 milliards d'euros, aurait été supérieure de 2,4. Elle aurait été de 41,6, c'était une question **d'Andrew MOULDER de CreditSights**.

Question **d'Andrew MOULDER (CreditSights)** qui dit que dans le passé, EDF avait évoqué une cession d'actifs non stratégiques.

Le Président a répondu tout à l'heure sur les cessions. Nous avons démontré au cours des trois dernières années que nous réglions les grandes situations dans lesquelles le Groupe avait des participations minoritaires. Et que ça n'était pas la vocation du Groupe, il nous en reste. J'évoquais un certain nombre de participations tout à l'heure dont on vous parle, de façon assez récurrente, à l'occasion des *Impairments* que nous sommes obligés de constater. Donc, nous n'avons pas abandonné l'idée de poursuivre, justement, un certain nombre de discussions pour revoir ces participations minoritaires que le Groupe détient dans un certain nombre de sociétés.

Questions avec la salle

Ashar KHAN (Visium Asset Management)

I have two questions. The first one is: could you give us what your return on capital employed was in the different business segments for the year 2012? And my second question is more a strategic question on new nuclear build in the UK. In the US, there is new nuclear being built by two companies which are getting a guaranteed return by the regulator of 11%, with cash recovery, as you go on and build every year. So, the way I look at it, for you to have to go in, not in your local market, but in the international market, and in unregulated market, that return should be at least in the high single digit range], for the project to be acceptable to EDF shareholders. So, I just want to understand, what kind of return characteristics are you working on, as you go through this process in the next 12 months. In terms of your decision if you go ahead: what kind of return characteristics are you looking at?

Henri PROGLIO

Maybe I start with the second question and I'll leave the floor for the first question. The second question is a particular question. If the question is related to the UK, it's more of a regulated market in this regard, through the contract for 40 years that we are negotiating with the government. So it is more or less a kind of regulated contract. Now, when it comes to the returns, maybe we can give you a more precise answer afterwards. We are in the process of finalizing the negotiation. I wouldn't answer the question today, as far as we are discussing with the British government. But, you have in the press more precise indication about this. That is for the UK.

For the rest of the world, nuclear is not limited to the UK. We are global architects and operators in the nuclear field, and we are not that much interested in being promoters of nuclear IPPs in the world. Then, we can go through the strategic issue which is: what kind of nuclear developments are expected in the world? What is the role of EDF in this respect? And we are more or less trusted thanks to our return of experience as operators, rather than investors in nuclear. In the UK, it is different as we are the biggest generator like in France as a matter of fact. Part of your question is linked to a future strategy in the UK where we have to take a decision. It is not a tender.

Thomas PIQUEMAL

On the return on capital employed, we do not communicate on different returns on capital employed for our existing business. The only comment I would like to make is that two years ago, we set new investments criteria for the Group, calculated using the group WACC plus three hundred bps, plus country risk, plus or minus business risk. Of course, when it is regulated, risk is lower than when it is not regulated. Those investment criteria are consistently applied within the Group. For that reason, we had, Mr. Proglío mentioned it earlier, to stop a project in the South of France in Salins des Landes. We are also reviewing some other projects, such as one clean coal project in Poland, and we stick to those investment criteria, which are quite strict, with strict value creation objectives for each of our projects.

Alexandre LEROY (BPI)

Bonjour Messieurs. J'aurais deux questions. La première assez précise sur les Capex. Et la deuxième, cela tombe bien que vous en ayez parlé avant, justement, sur les perspectives du nucléaire. Sur les Capex, vous évoquiez votre *revamping plan* à juste titre pendant la présentation en disant qu'il évitait les arrêts fortuits. Sur les 3,3 milliards d'euros de maintenance Capex que vous avez eus cette année, pourriez-vous donner le chiffre précis qui correspond au remplacement des générateurs de vapeur ? Est-ce que c'est possible ? Et rappeler, si je ne m'abuse, vous avez un plan de *revamping* pour les 1 100-1 300 MW, rappeler le calendrier de ce *revamping plan*. Voilà pour la première question assez précise. Deuxièmement, sur la stratégie éventuelle d'EDF et sur le nucléaire, je voudrais savoir si — il semblerait que le discours international sur le nucléaire se détende un petit peu, notamment en Chine — on voit qu'il y a des contrats qui ont commencé à être réattribués, donc ça à l'air de repartir gentiment. Parallèlement à cela, je ne pense pas que les ingénieurs japonais soient désormais les bienvenus, disons autant qu'avant, en Chine. Est-ce qu'il peut y avoir des perspectives pour EDF de ce point de vue-là, en termes « d'EPC contracts » notamment, des contrats de construction. Voilà.

Henri PROGLIO

Peut-être Dominique peut-il répondre sur les générateurs de vapeur ? Point par point, site par site, générateur par générateur sous réserve des prix des fournisseurs.

Dominique MINIERE (Directeur de la Division Production Nucléaire)

Sur les générateurs de vapeur, nous avons remplacé deux générateurs en 2012. On est parti pour le faire sur 3 en 2013. Et sur les alternateurs et transformateurs principaux, vous avez les chiffres là, au tableau.

Henri PROGLIO

Évidemment, pour vous donner tous les autres détails sur le *revamping* de chaque centrale, individuellement, etc. sur le nucléaire en général et sur la Chine en particulier, vous dites « c'est reparti ». Ça n'a jamais été interrompu, que je sache le programme britannique n'a pas connu d'interruption. Il a été décidé par le gouvernement travailliste, et repris et continué par le gouvernement libéralo-conservateur. Pourquoi ? Parce que le nucléaire répond à un besoin, il répond à un besoin durable en matière d'énergie qui associe indépendance nationale pour les pays concernés et compétitivité et, bien entendu, c'est ainsi que les pays qui ont décidé de continuer ou de lancer un développement nucléaire se sont déterminés. Alors, quels sont les pays ? On peut aller de la Russie à la Chine bien entendu, en passant par les États-Unis, cela a été rappelé tout à l'heure, qui sont des pays où le nucléaire existe déjà. Alors, la Chine, vous dites, ils ont recommencé. Il y a un tout petit ralentissement qui a eu lieu. Un peu post-Fukushima, et surtout pré-détermination de la nouvelle équipe dirigeante qui est en train de se mettre en place et par conséquent, il y a eu un petit moment d'ajustement avant que la nouvelle équipe prenne le relais. Deuxièmement, la Chine a un rythme de construction, aujourd'hui, à l'heure où l'on se parle, 25 réacteurs nucléaires sont en cours de construction en Chine. C'est un ralentissement relatif. Et la Chine a un rythme de construction d'à peu près 9 réacteurs par an. Il n'est pas

impossible que l'on passe à 12, c'est ça la question. En même temps qu'elle est en train de construire le premier parc d'énergie nouvelle qu'il soit éolien ou photovoltaïque au monde, en même temps qu'ils ont construit un barrage, « les trois gorges », qui est le premier barrage mondial, la Chine est un pays où les besoins en énergies sont gigantesques, en même temps qu'ils construisent quand même deux centrales à charbon toutes les semaines. Voilà ce qu'est la Chine et l'enjeu chinois. S'y ajoutent d'autres pays. On peut signaler comme ça, en passant, la Turquie, l'Arabie Saoudite, les Émirats, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Vietnam, tous les pays d'Europe Centrale qui ont décidé de renforcer leur option nucléaire. Donc, le nucléaire a un avenir long et important dans le monde.

Quelle est la place de la France dans ce contexte ? Et quelle est la place d'EDF ? J'ai eu l'occasion de dire dans le passé que finalement EDF, du fait de son expérience, de son retour d'expérience, de sa réputation, était la plus belle entreprise, le premier opérateur mondial en matière de nucléaire. Il y a 4 grands opérateurs dans le monde aujourd'hui qui sont identifiés. Le premier, de très loin, c'est EDF, le second ROSATOM le russe, le troisième CGNPC le chinois, le quatrième loin derrière, KEPCO le Coréen. Les Japonais étant par définition un peu plus discutés aujourd'hui, du fait des accidents qui se sont produits.

Le nucléaire est une décision qui appartient, comme le risque nucléaire et la décision nucléaire au gouvernement des pays concernés, donc les politiques et par l'opérateur. S'il le fallait, le Japon l'a prouvé. L'opérateur est donc déterminant dans le nucléaire. Premier opérateur mondial, celui qui a la meilleure réputation c'est EDF. Je vous laisse en tirer les conclusions. La place d'EDF dans le nucléaire mondial n'est pas à démontrer. EDF solidaire de la filière industrielle se veut bon partenaire de la filière industrielle européenne et donc essentiellement français, mais pas exclusivement parce que certains de nos partenaires industriels britanniques, allemands, italiens, ou autres sont là pour le prouver. Bien entendu, nous nous concertons et nous coopérons et je me félicite d'ailleurs de la coopération qui maintenant est totalement satisfaisante avec AREVA, je tiens à le rappeler. Par définition EDF sera un bon partenaire. Maintenant, où va se situer l'enjeu du nucléaire ? De l'industrie nucléaire ? L'enjeu du nucléaire pour EDF est partout dans le monde et il est durable. L'enjeu pour la filière industrielle est beaucoup plus stressant parce qu'il implique des ordres de marche et des signatures de marchés assez rapides. Nous, on a le temps, nous sommes opérateurs. On est vraisemblablement amené à rester le premier opérateur mondial et pour longtemps. Et donc, il faut gagner à l'exportation des marchés pour la filière industrielle, et, EDF sera évidemment le porte-drapeau de cette filière autant que faire se doit. Je déplore simplement les polémiques qui ont eu lieu ici ou là, qui sont inutiles.

Est-ce que la Chine est un enjeu stratégique pour le nucléaire ? J'ai tendance à penser que c'est le cas. EDF a eu la prescience d'être présent sur le territoire chinois, d'apporter son expertise nucléaire il y a déjà 30 ans. On fêtera à l'occasion de la visite, d'ailleurs, du Président de la République, de la visite d'État (la première visite d'État du nouveau Président en Chine) au Printemps prochain, nous fêterons le 30ème anniversaire de cette coopération. Nous sommes le seul acteur présent sur le territoire chinois, le seul partenaire de l'énergie chinoise qui soit non chinois. On peut s'en féliciter, nous avons une vraie crédibilité, une vraie présence. Je ne pense pas avoir trahi des intérêts de la nation française et de l'industrie française à cet égard. Ni moi, ni les collaborateurs qui ont permis à EDF de réaliser ce parcours. Je voulais simplement le rappeler à l'occasion. Donc, voilà les enjeux du nucléaire et voilà l'ambition d'EDF dans ce domaine. Elle est évidemment importante, mais en

même temps assez sereine parce que sans grandes incertitudes sur le rôle d'EDF, elle est évidemment très exigeante parce que très compétitive pour l'ensemble de la filière et de l'industrie et nous apporterons notre contribution à cette industrie.

Vincent DE BLIC (JP Morgan)

Vous avez évoqué en introduction le sujet de l'ARENH et la Loi NOME. Comment les sujets d'évolution des prix de gros sur la plaque européenne est-il intégré à votre discussion avec l'Administration française ? À votre initiative ou à la sienne ? Merci beaucoup.

Thomas PIQUEMAL

En fait, vous faites référence à la baisse des prix notamment en Allemagne, sur la plaque continentale et le lien avec l'ARENH, et le prix de l'ARENH. Pour nous, il n'y en a pas vraiment. Il s'agit d'un côté d'appliquer une loi, la Loi NOME, qui prévoit qu'EDF doit vendre l'électricité au prix de revient complet du nucléaire, prix de revient complet, celle qu'on veut discuter, la formule de calcul, enfin la Cour des comptes s'est prononcée sur une méthode qui permet de rembourser le capital initialement investi qui arrive à au moins 50 euros, donc, c'est de cela dont il s'agit, c'est d'une ré-régulation, d'une nouvelle forme de régulation qui permet de recouvrir le coût complet du nucléaire. Cela n'a rien à voir avec la volatilité de notre point de vue, des évolutions de marché qui sont dues à une conjoncture économique, qui sont dues à l'effet du vent en mer du Nord, qui ne sont pas dues à une réalité industrielle, d'outils industriels du nucléaire en France que possède et gère EDF.

Henri PROGLIO

Vous pouvez rajouter en matière de prix qu'il ne faut pas extrapoler non plus les situations particulières et que les prix actuels sur la plaque européenne sont des prix liés à la crise et qu'ils tiennent compte des fondamentaux industriels et économiques. Et donc, ils ne sont pas durables. Voilà ma conviction. Maintenant, qu'ils soient considérés, que l'on en tienne compte dans les discussions, non pas en France particulièrement, comme l'a dit Thomas à l'instant, mais dans les pays de l'Union européenne est une chose. Encore une fois, ne confondons pas l'immédiateté du paysage et la vision à moyen ou long terme. Et puis il faudra revoir évidemment les problématiques de prix du CO₂ et du marché du CO₂, les prix de l'énergie. Je crois qu'aujourd'hui, on est sous le coup d'une situation un peu conjoncturelle aggravée. Mais notre responsabilité à nous, c'est d'anticiper les évolutions à moyen et long termes, et, là, on ne pourra pas éluder les questions de fond. Voilà le sujet qui est le nôtre, pratiquement au quotidien. On y reviendra avec vous.

Merci de votre présence, nous restons à votre disposition pour répondre aux questions les plus précises. On reviendra vers vous à la lumière des discussions, des négociations, des événements qui ont été précisés. Merci et à bientôt.